

CAHIER B DOSSIERS

Consultez également **LE SOLEIL** **TELE MAGAZINE** ...votre horaire complet!

Une entrevue avec Claude Ryan Eviter les "coupures aveugles"

Soumis à la règle des coupures budgétaires des dernières années, le monde de l'éducation cherche à reprendre son souffle. Pourra-t-il compter sur l'appui du ministre Claude Ryan? Dans une entrevue qu'il accordait cette semaine à Richard Hénault et Jean-Claude Rivard, le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Science a marqué son intention de mettre un terme aux "coupures aveugles" et de se porter à la rescousse des universités.

♦ Le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, considère normal que son collègue du Conseil du trésor, M. Paul Gobeil, se montre plus exigeant envers l'Éducation ainsi que la Santé et les Affaires sociales, deux ministères qui, à eux seuls, accaparent la moitié du budget. "C'est toutefois ma responsabilité de lui faire voir que telle ou telle solution correspond à une situation réelle et qu'on ne peut pas fonctionner avec des coupures aveugles, comme au cours des dix dernières années."



par
RICHARD HÉNAULT

Plutôt évasif quant à ses propres intentions, M. Ryan affirme avoir toujours l'appui du premier ministre Bourassa, en dépit de certaines rumeurs et informations parues récemment.

"Si le premier ministre estime qu'une personne ne fait plus l'affaire, au sein du cabinet, il peut lui demander de se retirer, a confié M. Ryan. Or, il n'en a pas été question, dans mon cas. Jusqu'à maintenant, il m'a accordé un solide appui dans un certain nombre de cas, notamment celui des 1.400 élèves inscrits illégalement dans des écoles anglaises."

A la rumeur de sa démission, M. Ryan ne fournit aucune réponse précise, se contentant de remettre son sort entre les mains de M. Bourassa. Il n'en relève pas moins que le dialogue entre les membres du cabinet est parfois "viril... mais très civilisé".

Des propos de l'ancien directeur du Devoir, on peut conclure que le premier ministre Bourassa a le devoir de s'ériger en arbitre. "Un homme de grande souplesse qui

permet la discussion", comme le décrit M. Ryan. Il n'en demeure pas moins, selon lui, que l'unité du gouvernement doit être maintenue, sans que chacun apporte ses chicanes sur la place publique".

Structures scolaires

Quant aux grands dossiers de fond qu'il pilote, notamment celui de la restructuration scolaire, le ministre se fait plus précis. Ainsi, il y a fort à parier que le Québec reste doté, pour un certain temps encore, de commissions scolaires confessionnelles plutôt que linguistiques. Selon M. Ryan, les deux conditions pour en venir là ne sont ni l'une ni l'autre remplies: obtenir d'une part un consensus dans la population, et d'autre part les conclusions nécessaires des tribunaux.

"Contrairement à ce que croyait le gouvernement précédent, aucune n'est réalisée, et je trouve maintenant l'opposition très effrontée de voter contre un projet de loi en disant qu'il y a un consensus."

Bien qu'il n'exclut pas le renvoi à la cour d'appel du jugement sur la loi 3, M. Ryan confie qu'il fera prochainement une recommandation à ce sujet et que, pour le moment, il incline plutôt pour "la négative", c'est-à-dire l'abandon des procédures.

"Cette réforme de l'enseignement primaire et secondaire public n'est pas la nôtre et ses mesures n'étaient pas appropriées, a déclaré le ministre. D'ailleurs, le juge Brossard mentionnait lui-même qu'à peu près tous les changements prévus par la loi 3 pouvaient être faits en vertu de la loi de l'instruction publique."

Déjà, M. Ryan s'est servi de l'actuelle loi pour apporter les modifications qu'il jugeait urgentes, notamment en ce qui concerne les élections scolaires. D'autres suivront. Plutôt à l'automne qu'au printemps, contrairement à ce qu'on croyait. Pour le moment, de

préciser le ministre, on procède à un inventaire des "grandes têtes de chapitre", telles l'école et ses intervenants.

En ce qui concerne l'intégration scolaire -qui vise à faire passer l'enseignement secondaire sous la coupe des commissions scolaires locales-, M. Ryan compte rester fidèle à la règle d'adhésion volontaire... avec un "effort de persuasion". Il n'est pas sans remarquer que des cas difficiles subsistent mais il n'y voit "aucune catastrophe".

"Notre préférence va du côté des commissions scolaires intégrées, sans en être obsédés comme nos prédécesseurs. Personne n'a la certitude que cette formule est la seule bonne, affirme-t-il. La situation actuelle nous permet de comparer. Aussi n'y a-t-il pas de presse ni d'échec."

Qualité de la langue

Pas de précipitation non plus en ce qui concerne la qualité du français dans nos écoles. Cette semaine même, une importante réunion a eu lieu pour établir les bases de la vaste consultation à faire pour connaître les opinions des différents partenaires. A cette fin, un questionnaire sera envoyé aux commissions scolaires et aux différents organismes intéressés par la question. Syndicats, élèves et parents seront interpellés.

"Les meilleurs idées, suppose M. Ryan, viendront peut-être de façon inattendue; de "frères Untel d'aujourd'hui", par exemple, ou d'éducateurs que le système n'a pas encore réussi à aspirer. C'est ce que j'appelle la voie pneumatique."

Le danger, ajoute le ministre, aurait été de passer trop vite aux recettes. Aussi ne s'attend-il à tirer les conclusions qui s'imposent, qu'à l'automne.

Avant de se lancer dans cette consultation, il fallait réunir les conditions nécessaires. "C'est pourquoi, soutient-il, nous avons



Le dialogue entre les membres du cabinet libéral est parfois "viril... mais très civilisé", estime le ministre Ryan.

mis tant de coeur, lors des négociations, à ne pas provoquer d'irritation inutile avec les enseignants. Incidemment, je considère celles-ci comme un portique pour discu-

ter d'autres sujets avec ces interlocuteurs privilégiés."

C'est pourquoi le titulaire de l'Éducation exprime sans ambages sa hâte de voir la convention col-

lective être ratifiée. "J'inviterai alors les représentants de la CEO à venir s'asseoir pour discuter des questions de fond touchant l'amélioration de l'éducation..."

Stopper la saignée dans les universités



Il était devenu urgent de redresser la situation dans les universités.

♦ Dans la foulée des récents travaux de la commission parlementaire de l'Éducation sur le financement et les orientations du réseau universitaire, le ministre de l'Enseignement supérieur, M. Claude Ryan, a saisi le premier ministre Robert Bourassa d'un plan d'urgence.



par
JEAN-CLAUDE RIVARD

Réparti sur deux ans (1987-1988 et 1988-1989), ce plan veut définitivement mettre fin à une situation qui se dégrade depuis dix ans et qui compromet gravement la qualité de la vie, de l'enseignement et de la recherche universitaires. Ce plan veut aussi réduire l'écart qui s'est établi progressivement entre la qualité de l'enseignement universitaire au Québec et dans la province voisine, l'Ontario.

Il prévoit un ajustement de la base de financement des universités (\$20 millions par année, de façon récurrente), la mise en disponibilité d'un budget spécial pour couvrir les frais reliés à la recherche (\$10 millions par année) et l'octroi d'un montant forfaitaire pour combler les déficits universitaires directement causés par les politiques gouvernementales des dix dernières années (\$15 millions en deux ans).

Le ministre veut également injecter une somme de \$35 millions par année dans le domaine de l'immobilisation, pour remédier à l'état lamentable des bâtiments (\$15 millions), des laboratoires (\$15 millions) et des bibliothèques (\$5 millions).

Le ministre propose aussi l'élimination de toute contrainte budgétaire pour les deux prochaines années, le maintien, pour ces mêmes années, des paramètres actuellement en vigueur pour le calcul des subventions ainsi que le maintien du financement des clientèles additionnelles.

Rapport "confidentiel"

Le ministre a bien voulu accepter de parler de ce rapport "confidentiel" qu'il vient de soumettre au premier ministre Robert Bourassa et qu'une fuite a étalé sur la place publique.

Le ministre croit précise d'ailleurs qu'il s'agit d'un plan d'urgence, un "programme de transition".

Entre temps, dit-il, il faudra chercher des solutions à d'autres "problèmes à long terme", impossibles à régler en six mois et qui vont exiger le concours des universités.

Le réaménagement du mode de financement des universités et la répartition des subventions entre les institutions, sont au nombre de ces problèmes.

Une situation qui se dégrade

Le dossier soumis au premier ministre constate qu'on ne peut plus laisser la situation se dégrader, comme c'est le cas depuis dix ans.

Alors que les subventions de fonctionnement versées aux universités ont augmenté de 60.1 pour 100, entre 1978-1979 et 1986-1987, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 77 pour 100. Pendant cette même période le nombre des étudiants (en équivalence à temps complet) inscrits dans les universités a augmenté de 35 pour 100 avec le résultat que la subvention annuelle par étudiant a décliné de 33.6 pour 100.

Le ministre Ryan croit opportun de rappeler à M. Bourassa qu'à leur arrivée au pouvoir, les libéraux ont promis de freiner la situation. Contre toute attente, ils ont eux à leur tour imposé pour 1986-1987 des coupures budgétaires de \$20.6 millions, lesquelles se sont ajoutées aux compressions implicites de \$13 millions découlant de la sous-indexation des coûts autres que les salaires.

Les libéraux avaient aussi promis le maintien du gel des frais de scolarité jusqu'en 1988 (\$500 à \$600 par année au Québec contre \$1200 à \$1500 en Ontario), situation qui cause un manque à gagner de \$90 millions par année pour l'ensemble des universités.

Les autres questions

Les autres questions soulevées lors des travaux de la commission parlementaire vont nécessiter une réflexion plus approfondie, souligne le ministre. La question relative à la charge de travail des professeurs d'universités est du nombre. Le dossier exigera la collaboration des associations de professeurs qui ne semblent pas manifester un enthousiasme délirant pour le moment.

Quant au rôle des universités en région et à l'évolution de l'Université du Québec, le ministre a mis sur pied un groupe de travail présidé par M. Robert Després et qui doit remettre son rapport avant le 31 mai. Dans l'immédiat, une chose est certaine dans l'esprit du ministre Ryan: un réseau d'universités exige nécessairement le maintien d'un centre de planification et de coordination. A cet égard, affirme le ministre, le siège social de l'UQ doit demeurer. Reste à savoir cependant s'il doit continuer d'assumer toute la gamme de services qu'il offre actuellement.

Le cul-de-sac de Charlevoix

Au gouvernement de jouer

L'impasse apparaît aujourd'hui irréversible dans le conflit du Manoir Richelieu. Après la médiation ratée de Raymond Leboeuf, la crise sociale et économique continue de frapper le cœur de Charlevoix. Raymond Malenfant, lui, reste inflexible. Les attentes se retournent donc vers le gouvernement. Et il semble bien qu'il devra se brancher. Pierre Pelchat est allé sur place. Il fait le point.

«Je ne peux dire ce qu'il aurait dû mettre dans son rapport, mais le rapport est biaisé.»



par
**Pierre
PELCHAT**

Raymond Malenfant ne savait trop quoi dire lorsque l'animateur Pierre Pascau lui a demandé cette semaine dans une entrevue exclusive - M. Malenfant se refuse à parler en public - ce que le conseiller spécial Raymond Leboeuf aurait dû présenter comme conclusion au lieu de recommander au gouvernement de faire en sorte que le Manoir Richelieu change de main.

Comme bien d'autres, l'homme d'affaires tant controversé ne s'attendait sûrement pas à ce que M. Leboeuf aille aussi loin, d'une certaine façon. C'est souvent le risque que l'on court lorsqu'on ferme toutes les portes à une personne dont le mandat est de rapprocher deux belligérants, d'autant plus que ce mandat venait du chef du gouvernement.

Le rapport de forces

La pression populaire aidant, le premier ministre Robert Bourassa a nommé en novembre Raymond Leboeuf dans l'espoir de trouver une solution à la crise sociale et économique qui secoue Charlevoix depuis plusieurs mois.

La tension était à son paroxysme dans cette région après la mort tragique du manifestant Gaston Harvey. Auparavant, ce conflit avait donné lieu à d'autres incidents violents. Le gouvernement

se devait d'intervenir. La sécurité publique était en danger.

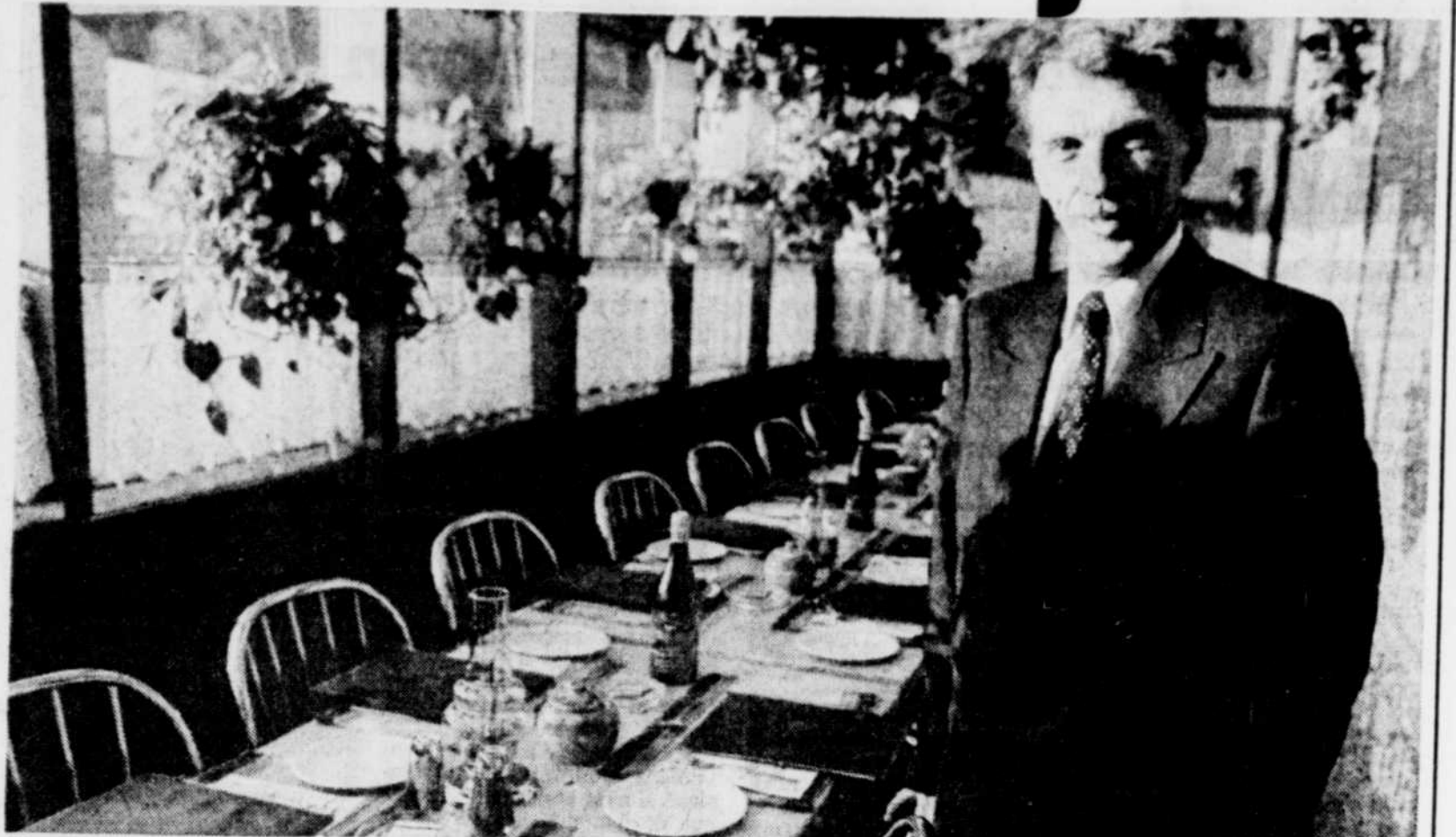
Lors des deux rencontres avec le conseiller spécial, M. Malenfant convaincu qu'il a raison sur le plan légal - ce que M. Leboeuf pense également - n'a même pas laissé voir le plus mince espoir d'un déblocage. Sentant sa vulnérabilité au plan juridique, la CSN s'est dite prête à déchirer l'ancienne convention collective qui la liait avec l'ancien propriétaire, la famille Dufour, et à accepter des salaires réduits pour s'ajuster au fait que l'hôtel de luxe serait dorénavant ouvert à l'année. M. Malenfant n'a rien voulu entendre.

L'impasse était totale. Rien n'avait changé. Mais le risque de nouveaux incidents violents était toujours là. C'est possiblement ce qui a amené M. Leboeuf à faire une comparaison avec l'incendie qui a causé la mort de près de 100 personnes à Porto Rico dont l'origine serait liée à un conflit patronal-syndical. Après le Liban du Québec, Charlevoix a été une nouvelle fois jumelée... pour le pire.

Des solutions?

M. Malenfant dit qu'il ne voit pas de solution. Pourtant les aubergistes de Pointe-au-Pic qui tiennent le même discours que le propriétaire du Manoir Richelieu en avaient au moins deux en début de semaine.

Après avoir vidé leur fiel sur le conseiller spécial, le premier ministre, le gouvernement libéral, les journalistes à l'exception d'André Arthur, ces hôteliers ont suggéré l'ouverture d'un casino, ce qui permettrait de créer des emplois aux "csnnistes" et de laisser en paix Raymond Malenfant. Cette suggestion a vite été rejetée par le minis-



Raymond Malenfant: d'un Rambo anti-CSN, il est désormais perçu par les aubergistes de Charlevoix comme un homme d'affaires sacrifié.

tre du Tourisme, M. Yvon Picotte. Ce n'est pas dans les intentions du gouvernement "pour le moment".

L'autre suggestion, c'est de sortir la CSN de la région avec le concours du gouvernement. Les aubergistes y rêvent. Un rêve qui s'est transformé en cauchemar. Nous sommes en 1987.

M. Leboeuf aurait pu tout simplement dire que la situation était sans issue sans faire de recommandation. Ce qui serait revenu à dire: "Laissons pourrir encore plus le conflit et adienne que pourra".

Une telle attitude aurait-elle été responsable? Difficile de s'en convaincre quand on parle de Porto Rico et du Liban, quand l'économie d'une région est paralysée. Un sondage publié en début de semaine est très clair. Le gouvernement doit intervenir.

Le conflit au Manoir Richelieu est vraiment une épine au pied du

gouvernement Bourassa. Bien qu'initée par les péquistes, la vente du Manoir Richelieu a été la première privatisation des libéraux, le parti de l'entreprise privée, dit-on.

Plusieurs ont pensé - et aussi sûrement M. Malenfant - que le gouvernement n'irait pas défaire pour des considérations politiques ce qu'il a entrepris au début de son mandat.

Mais voilà, M. Leboeuf a recommandé que le gouvernement fasse en sorte que le Manoir passe à d'autres mains sans suggérer précisément au gouvernement d'exproprier Raymond Malenfant. Le ministre Picotte a indiqué que le gouvernement n'avait pas l'intention de reprendre le Manoir mais qu'il était prêt à jouer les intermédiaires pour une revente dans la mesure uniquement où M. Malenfant est disposé à se départir de sa propriété.

Peu importe ces subtilités, plusieurs y ont vu une prise de position contre Raymond Malenfant. "Un coup de pied au cul à l'entreprise privée", a dit un aubergiste de Pointe-au-Pic. Et tout ça, de la part d'un gouvernement libéral. D'un Rambo contre la méchante CSN "communisme", Raymond Malenfant était maintenant vu comme l'homme d'affaires martyr sacrifié...

Un cul-de-sac

A moins d'un coup d'éclat ou d'une intervention en haut-lieu, la guerre d'usure va se poursuivre dans Charlevoix. Jeudi soir, les syndiqués du mont Grand-Fonds ont maintenu leur position face à Raymond Malenfant. Les dissidents ont été battus en brèche.

Si le propriétaire du centre de ski n'accepte pas de signer une seule convention collective pour

tous les employés, il y a fort à parier que la saison de ski est terminée dans Charlevoix autant pour les skieurs que pour les aubergistes...

On peut également s'attendre à ce qu'une décision défavorable à la CSN du commissaire du Travail soit portée en appel. En ce qui concerne la saison d'été, plusieurs préparent déjà leurs vacances pour se rendre ailleurs qu'à Pointe-au-Pic.

Et dire que le ministre du Travail, M. Pierre Paradis, avait indiqué en février à son collègue du Tourisme que l'inclusion d'une clause obligeant Raymond Malenfant à reconnaître le syndicat dans le contrat de vente du Manoir lui paraissait tout à fait légale. Incidemment, le rapport Leboeuf ne fait pas mention de cette lettre. Le conseiller spécial ne fait aucun blâme au gouvernement.

Le discours de Reagan sur "l'état de l'union"

L'acteur gagne mais l'auteur est recalé

Ronald Reagan s'est bien remis de sa récente opération. Mais il est d'autres blessures dont il se relève beaucoup plus mal. Son récent discours sur l'état de l'union n'a trompé personne. La forme est là mais le fond fait terriblement défaut. Notre collaborateur à Washington, Yves Gilson, dresse un bilan de la santé politique du président des États-Unis.



Ronald Reagan s'est remis plus rapidement de son opération à la prostate que de "l'Irangible".

♦ Que tous ceux qui s'inquiétaient de la santé du président Reagan soient rassurés. Après une éclipse d'un peu moins d'un mois due à son opération à la prostate, il est revenu sur scène, visiblement en super forme pour délivrer le traditionnel discours sur l'état de l'union. Mais les bonnes nouvelles s'arrêtent là. Le discours en lui-même n'a pas convaincu grand monde et a été loin de soulever l'enthousiasme des foules.

par Yves GILSON
(collaboration spéciale)

Dès le départ, on savait que ce ne serait pas facile. Le président qui, jusqu'il y a peu, pouvait compter sur une majorité républicaine au Sénat pour le soutenir dans ses initiatives s'est retrouvé, pour la première fois en six ans, devant un Congrès contrôlé entièrement par les démocrates. En temps normal, cela n'aurait pas eu un grand impact sur le président le plus populaire dans l'histoire américaine. Mais, faut-il le rappeler, les temps ne sont pas normaux.

Depuis deux mois, l'Administration est paralysée par le scandale iranien. La quote de popularité de Ronald Reagan, même si elle a quelque peu remonté, reste à un niveau inhabituellement bas: 52 pour 100 de la population seulement approuve la manière dont il conduit les affaires du pays, une chute de 13 points comparé à l'an dernier à la même époque.

Avec l'affaire iranienne pesant lourdement sur ses épaules, un mécontentement visible des Américains et un Congrès par essence opposé aux idées républicaines, il n'avait plus que le choix de se surpasser pour reprendre l'initiative politique. Mais le discours de la dernière chance comme l'ont appelé plusieurs de ses proches conseillers n'a pas tenu ses promesses.

Une dernière chance ratée?

Un premier échec de ce discours est que l'"Irangible" n'est pas près d'être mis de côté. Les deux minuscules paragraphes que le président a consacré à l'affaire sont loin d'avoir répondu à l'attente du Congrès et du peuple américain. Le président a bien re-

connu que "...de sérieuses erreurs ont été commises" pour lesquelles il assume "...pleine responsabilité". Mais il a clairement rejeté l'idée que son initiative était également une erreur, regrettant seulement d'avoir échoué.

Il aurait pu reprendre l'initiative en s'excusant une bonne fois pour toutes. Il a choisi de rester dans la vague. Visiblement, il ne comprend pas que cette histoire va le hanter pour le restant de son mandat" explique le professeur Campbell de l'Université de Georgetown.

Second échec, le président "...n'a rien offert d'excitant", comme le souligne un officiel de la Maison-Blanche. "C'est à croire qu'il a ressorti le brouillon de ses discours précédents et les a remis au goût du jour". Les démocrates ont immédiatement réagi, reprenant le slogan "where is the beef" que Walter Mondale a introduit lors de la dernière campagne présidentielle. "Je ne vois pas l'ombre d'un agenda politique dans ce discours" a déclaré le président de la Chambre Jim Wright, ajoutant que les démocrates en possèdent un qu'ils vont suivre.

Si la rhétorique reaganienne était bien présente, la substance faisait étrangement défaut. Le président est retourné à ses vieux chevaux de bataille, implorant le Congrès de venir en aide aux contras pour lesquels il demande 100 millions de dollars dans son budget 88, menaçant les législateurs des pires calamités s'ils diminuaient le budget de la défense et reaffirmant son intention de déployer son bouclier spatial mieux connu sous le nom de Star Wars. Pour ce qui est d'un accord avec l'Union Soviétique sur un possible désarmement nucléaire, il s'est contenté de dire que les deux super-puissances sont à "un moment de rare opportunité", sans élaborer plus loin et surtout sans faire référence au mini-sommet de Reykjavik d'octobre dernier.

Le seul moment où les démocrates se sont joints aux applaudissements de leurs confrères républicains est survenu quand le président a déclaré que le déficit fédéral était "scandaleux", chose que personne ne nie. Mais plutôt

que d'offrir une approche fraîche au problème, il a ressorti son argumentation selon laquelle la raison du déficit est que le gouvernement dépense trop.

Par contre, il a passé sous silence qu'un milliard de dollars ont été ajoutés à la dette nationale depuis qu'il a pris ses quartiers à la Maison-Blanche. Continuant sur sa lancée, il a averti les démocrates qu'il ne signera ni nouvelles taxes, ni projets de loi protectionnistes. Ce qui, vu l'atmosphère qui règne aujourd'hui dans les couloirs du Capitole, équivaut à une déclaration de guerre.

Le dieu compétitivité

Le seul point sur lequel le Congrès et le président battent la même mesure est la nécessité d'améliorer la compétitivité du pays. Pour ce faire, le président invite les états à allonger l'année scolaire et les collèges et universités à adopter des standards académiques plus élevés. Il propose également la création de centres scientifiques et technologiques dans les universités et promet une augmentation des dépenses fédérales pour la recherche de base. L'industrie de son côté profitera d'un relâchement des lois sur le contrôle des exportations et le gouvernement proposera de nouveaux programmes d'entraînement pour les travailleurs touchés par les fermetures d'usines.

Tout cela est bien. Le problème cependant est que personne ne sait où le président ira chercher l'argent pour financer ses programmes. Certainement pas dans le budget du département de l'Éducation puisqu'il propose de le diminuer de 25 pour 100, ni dans celui du département de la Santé et des Services humains qui est également sujet à de profondes restrictions budgétaires.

Mais puisque le président a fait de la compétitivité une priorité nationale, les démocrates ne feront pas la fine bouche. Bien au contraire. On peut s'attendre à ce qu'ils saisissent cette chance pour restaurer ou augmenter, et non diminuer, les budgets d'une série de départements qui seront amenés à participer à cet effort. Ce n'est pas ce que le président veut. Mais c'est ce qu'il aura.

Le racisme dans les médias

Les dangers d'écrire Blanc sur Noir

Le racisme au Québec: il y a à peine quelques années, on n'aurait même pas songé à aborder sérieusement le problème. Désormais, on pointe du doigt ce malaise devenu pour le moins perceptible. Et les médias se retrouvent au banc des accusés. Racistes, nos journaux? Raciste, notre télévision? Voici que les représentants des minorités ethniques et raciales du Québec lancent un appel à la presse: Y a-t-il une solution possible? Pierre Boulet explique.

Imaginez votre étonnement si, en ouvrant votre journal ce matin, vos yeux tombaient sur des titres dans le genre "Un jeune homme de race blanche dévalise un dépanneur" ou "Une femme d'origine canadienne s'en prend à un chauffeur de la CTCUQ". Vous vous surprendriez probablement en train de jouer au petit jeu de "cherchez l'erreur".

par
Pierre BOULET

Il ne se trouve pourtant personne pour sursauter quand les titres ou les articles de journaux mentionnent que l'auteur d'un délit est de race noire ou bien qu'il s'agit d'un individu d'origine amérindienne, vietnamienne ou sud-américaine. Bien sûr, ça va de soi; tellement qu'on n'y pense même plus en écrivant et en lisant la mention de ces signes particuliers. Des titres et des articles comme ceux-là, on en trouve d'ailleurs à profusion dans la grande majorité des médias. Et qu'en serait-il, par les temps qui courent, si l'auteur du délit était turc ou tamoul?

Faut-il en conclure que les grands moyens de communication accordent une attention spéciale aux minorités, surtout si elles sont raciales ou ethniques? Que c'est là un phénomène qui les préoccupe particulièrement?

Il suffit de regarder la télévision — la plupart des chaînes francophones, en tout cas — et de jeter un oeil à la binette ou au nom des journalistes de la grande presse écrite québécoise pour comprendre que les mass médias ne s'intéressent plus tant que ça, tout à coup, à l'existence des minorités. Au Québec, la plupart du temps, c'est en blanc et en "Québécois pure laine" qu'on écrit dans les journaux et qu'on se montre à la télé pour parler de l'assaut commis par un Noir ou de l'enlèvement d'enfant commis par un Québécois d'origine tunisienne.

Il faut dire qu'il y a des exceptions, récentes par ailleurs: le réseau de télévision *Quatre-Saisons*, par exemple, où la petite famille des animateurs commence à

laisser une place perceptible aux minorités ethniques. Mais on est encore à des années-lumière de la généralité.

Racistes alors, les médias québécois?

Un phénomène subtil

En novembre 1985, deux organismes de la région de Québec — Carrefour Tiers-Monde et l'Association des travailleurs immigrants et québécois (ATIQ) — ont rendu public un document de réflexion susceptible de répondre au moins partiellement à la question. Le document s'appuyait sur une étude menée pendant trois mois par le journaliste-pigiste Babakar Pierre Touré. Terrain de la recherche: les deux quotidiens de Québec et deux stations de radio privées de la Capitale. Dans les journaux, M. Touré avait relevé 30 articles ou textes contenant des expressions ou des éléments racistes. Pour la presse parlée, il avait dénombré huit commentaires racistes ou à saveur raciste.

L'intérêt de cette étude continue surtout de résider dans la manière dont elle répertorie les diverses manifestations ou tendances racistes dans les médias locaux. "Des manifestations souvent subtiles, tributaires de la persistance des préjugés et des stéréotypes, et nourries par une certaine inconscience des professionnels de l'information", avait alors commenté l'auteur.

En gros, l'expression du racisme dans les médias de Québec se traduirait ainsi: une grande visibilité accordée à des membres de minorités ethniques lorsqu'ils sont associés à des crimes ou à des délits; une certaine visibilité lorsqu'il s'agit de mentionner des moeurs cocasses, bizarres ou folkloriques propres à certaines minorités; une invisibilité quasi totale quand vient le temps de parler d'événements heureux ou simplement de la vie quotidienne.

Et aujourd'hui?

Un an plus tard, il semble que ce portrait négatif s'aggrave de quelques améliorations, toutes ponctuelles soient-elles. Si l'arrivée récente des réfugiés tamouls et turcs a provoqué une couverture de presse largement décriée par les porte-parole des minorités ethniques — "des articles alarmistes véhiculant une image dévalorisante des réfugiés et compor-



Un aspect de l'immigration souvent escamoté par les médias: l'arrivée d'une relève culturelle et économique.

tant des conséquences graves pour l'ensemble des minorités", s'est-on fait dire —, il s'est trouvé des journalistes pour offrir un contrepoint non équivoque à cette vision sensationnaliste. On pense notamment à Alain Dubuc, de la Presse, et à Marie-Hélène Poirier, de Radio-Canada, qui ont brossé de la communauté turque un portrait complet que l'ensemble des médias avaient eu tendance à escamoter.

À l'ATIQ et à Carrefour Tiers-Monde cependant, on maintient pour l'essentiel le diagnostic posé par Babakar Pierre Touré, en 1985. En 1986, Mme Renée Bourque a pris la relève de M. Touré. Son travail a consisté davantage à colliger des études sur le racisme dans les médias canadiens (elles sont aussi peu nombreuses que récentes) qu'à recueillir des exemples de l'expression de ce phénomène dans les journaux locaux. Au cours d'une rencontre avec les membres

du Cercle de presse de Québec, cette semaine, Mme Bourque a relevé quelques conclusions issues de ces recherches.

Par exemple, une étude menée par la direction du Multiculturalisme du secrétariat d'État fédéral, en 1980, a démontré que même si les rôles tenus par les minorités visibles à la télé ne se distinguaient pas par des traits négatifs, ils semblaient plus limités sur les plans de la condition socio-économique, de l'emploi et de l'intérêt du personnage. En 1984, une analyse de 360 heures de différentes émissions de grande écoute, menée par Gary Granzberg, a conclu que les minorités étaient mal représentées. Les membres de ces communautés étaient représentés comme des victimes d'actes de violence beaucoup plus souvent qu'ils ne le sont en réalité et donnaient l'impression que très peu d'entre eux profitent des bonnes choses de la vie.

Plus près de nous, à Montréal, le Comité pour s'assurer de la présence et de la visibilité des communautés culturelles dans les médias a ausculté les émissions de Radio-Québec, à qui il a remis son rapport en décembre 1986. On en retient que lorsque R.-Q. introduit un sujet sur les communautés culturelles, "on dénote une connaissance partielle du sujet, un traitement superficiel et folklorisant, une approche manquant de sens critique et un temps d'antenne insuffisant". Les émissions les plus fréquemment visées étaient *Téléservices*, le *Magazine* et *Parler pour Parler*.

Des actions possibles

Mme Bourque ne se veut pas pessimiste pour autant. "Des actions sont possibles", affirme-t-elle. Et elle cite des cas où les médias tentent déjà de conjurer, de l'intérieur, l'expression du ra-

cisme: révision de la politique d'embauche au Toronto Star et instauration d'un code d'éthique concernant la publication de l'appartenance ethnique en cas de délit; création d'un poste d'ombudsman à la Gazette pour répondre aux plaintes de racisme; affectation d'un même journaliste à la Presse pour couvrir tous les événements se rapportant aux groupes ethniques, etc.

Mme Bourque a aussi révélé que le Centre de recherche action sur les relations raciales présentera sous peu les résultats d'une analyse des différents quotidiens de Montréal et du SOLEIL de Québec. La recherche a été menée en 1985.

"Il sera intéressant de vérifier, souligne Mme Bourque, si les conclusions de cette étude confirment ce que nous avons diagnostiqué à Québec, l'an dernier."

Un pont qui reste à inventer entre la presse et les minorités

Les immigrants et les réfugiés que vous rencontrerez vous le confirmeront: le battage publicitaire sensationnaliste qui a entouré l'arrivée des Tamouls et des Turcs au Québec, ces derniers mois, s'est traduit par une montée perceptible du racisme chez nous. Même ici, à Québec, où on ne compte que huit pour 100 de néo-Québécois (contre 25 pour 100 à Montréal). Sur la rue, au travail, à l'école, même dans le voisinage... les exemples fourmillent. Les minorités ethniques et raciales interpellent donc les médias: "Il est urgent que vous donniez de nous une image positive!"

Pas facile! Qu'on en prenne pour preuve cette rencontre de réflexion qui a eu lieu, au début de la semaine, entre une douzaine de journalistes membres du Cercle de presse de Québec, les représentants de l'Association des travailleurs immigrants et québécois (ATIQ) et ceux de Carrefour Tiers-Monde. Il a bien fallu alors admettre collectivement que dans les relations entre les médias et les minorités, rien n'est jamais tout blanc ni tout noir.

Il est vrai que pour les néo-Québécois, le temps presse. À Québec comme ailleurs. Le journaliste Babakar Pierre Touré explique: "Le ministère de l'Immigration augmente annuellement le nombre de nouveaux arrivants à Québec. De 400 en 1986, leur nombre passera à 500 cette année. Si on n'informe pas très bien la population des maintenant, on risque de connaître ici les événements malheureux qui se sont déroulés à Montréal. Je pense, par exemple, aux manifestations de racisme dont ont été victimes les Haïtiens qui travaillent dans l'industrie du taxi."

Renée Bourque, qui travaille au dossier du racisme dans les médias pour le compte de l'ATIQ et de Carrefour Tiers-Monde, va plus loin: "Le racisme a des répercussions non seulement sur les membres des groupes ethniques eux-mêmes, mais aussi, à moyen et à long termes, sur l'ensemble des Québécois."

Et elle propose, entre autres, cet exemple: "La couverture exagérée accordée aux membres des autres groupes ethniques, lorsqu'ils sont associés à des délits, entraîne les Québécois à s'en méfier, à les considérer dans leur ensemble comme des fauteurs de trouble, à les éviter et ainsi à les marginaliser. Ces mêmes images projetées par les médias influencent également les corps de police, qui feraient preuve d'un zèle excessif quand ils répondent à des plaintes impliquant des néo-Québécois."

Des attentes

Les minorités et leurs représentants attendent donc de la presse qu'elle développe des attitudes précises à leur égard: transmission d'une image positive, exposition accrue des communautés culturelles, discrétion dans le cas où un membre d'un groupe ethnique est associé à un délit et intégration des néo-Québécois dans la couverture des dossiers socio-économiques.

Pour Jocelyne Chami, coordonnatrice à l'ATIQ, le problème se pose simplement: "Si un journaliste fait un dossier sur la condition des personnes âgées, pourquoi n'y inclurait-il pas des néo-Québécois? Il s'agit de se rappeler que notre quotidien, on le partage avec des minorités auxquelles on ne pense pas spontanément. Ce serait ça, l'exercice à faire."

Babakar Pierre Touré, quant à lui, souhaiterait que les journaux réservent un espace fixe aux minorités culturelles: "Si la Presse consacre un quart de page par semaine aux groupes ethniques, pourquoi les journaux de Québec ne leur consacraient-ils pas un quart de page par deux semaines? Les sources sont abondantes. On compte, à Québec seulement, six organismes multiculturels et une trentaine d'associations ethniques."

Une question d'harmonie

Mais pour les journalistes, tout n'est pas aussi simple, aussi tranché. Lors de la rencontre du Cercle de presse, les représentants des médias ont soulevé un certain nombre de questions:

—Se donner le mandat de livrer une image positive des minorités ethniques et raciales? Alors comment concilier l'objectivité, tout au moins la neutralité professionnelle, avec une telle forme de discrimination positive?

—Réserver, dans les journaux, un espace fixe pour les minorités? Ne tomberait-on pas encore une fois dans le piège du ghetto et, de là, d'une forme subtile mais accrue de marginalisation?

—Et les associations ethniques? Et les organismes multiculturels? Font-ils, eux aussi, leur effort pour entrer en relation avec les médias? Sont-ils prêts à vraiment ouvrir leurs portes à la presse dans d'autres circonstances que leurs fêtes culturelles ou leurs activités folkloriques?

Mais la plupart des journalistes présents à la rencontre ont admis du même souffle que le problème de la discrimination existe bel et bien dans les médias. Et qu'il dépasse largement le cas des seules minorités ethniques. D'autres groupes sociaux — dont les femmes, les personnes âgées et les personnes défavorisées — en sont aussi victimes.

Et c'est là, semble-t-il, que se pose le véritable problème des médias face à l'ensemble des minorités. Comme le faisait remarquer un membre de la presse: "Dans le fond, tout ça relève d'une perspective d'ensemble. Au lieu d'isoler des groupes-cibles et d'en véhiculer une image positive, il faudrait peut-être mieux considérer la société dans son ensemble en donnant ce qui me semble être la vraie perspective... celle de l'harmonie."

Et à ce chapitre, la balle rebondit encore une fois dans le camp des médias.



Une perspective à développer: l'harmonie.

Le Soleil, Jean Vallières

LA PAGE ÉDITORIALE LE SOLEIL

Président du conseil et Éditeur:
JACQUES-G. FRANCOEUR
Redacteur en chef et Éditeur adjoint:
ALAIN GUILBERT

Président et directeur général:
PAUL-A. AUDET
Directeur de l'information:
GILBERT ATHOT

Vice-président et trésorier:
CHARLES-A. POULIN
Directeur de l'édition:
JACQUES DUMAIS

L'université toujours coincée

Le monde universitaire québécois ne sortira pas du bois pendant ce premier mandat d'un gouvernement libéral pourtant parfaitement au courant de toutes les données du problème et engagé fermement, en période pré-électorale, à corriger les retombées négatives du sabrage aveugle appliqué par le Parti québécois dans son financement global.



par
Raymond GIROUX

Ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, M. Claude Ryan ne peut outrepasser à la fois l'engagement de son parti de ne pas dégelier les frais de scolarité, inférieurs de moitié au Québec à ce qu'ils sont en Ontario, et la volonté ferme des ministres dits "économiques" de contrôler les dépenses de l'État.

La "crise" universitaire dure depuis 1978-1979, année où le couperet gouvernemental s'est abattu pour la première fois sur un ensemble d'institutions considérées jusqu'alors, par beaucoup de Québécois, comme bien gâtées depuis les années de la révolution tranquille.

Les universités ont besoin de près de \$100 millions de plus, dans le prochain budget, uniquement pour ne pas s'éloigner du rythme de progrès de la province voisine. Plusieurs d'entre elles réclament en outre du gouvernement qu'il efface d'un trait de plume un déficit qui approchera les \$130 millions à la fin de l'année académique en cours.

Qui devra payer? La solution provisoire la plus facile, la hausse des frais de scolarité, n'a pas franchi la barre partisane. Le premier ministre Bourassa a décidé de suivre, sur ce point, le programme de son parti.

M. Ryan, ainsi coincé, doit gratter tous les racoins du Conseil du trésor et prouver dollar par dollar la nécessité d'accroître les fonds disponibles. Mais les universités doivent l'aider, non lui placer continuellement des bâtons dans les roues. Sa déclaration spontanée, dans l'entrevue qu'il a accordée au SOLEIL, cette semaine, sur le mauvais effet sur ses collègues ministres de l'annonce de la hausse de 25 pour 100 du salaire du futur recteur de l'université Laval, témoigne bien des limites à sa liberté d'action.

Dans le même sens, il refuse de blanchir les universités de leur responsabilité dans l'accumulation des déficits. Son mémoire récent au premier ministre propose d'en assumer une petite partie, soit \$15 millions. En clair, il admet ce qui se chuchote dans les corridors, c'est-à-dire que certains établissements n'ont pas pris au sérieux les difficultés financières du Québec, et que tout effacer d'un trait de plume constituerait une grave injustice.

...

Le ministre de l'Éducation propose un programme de transition pour les deux prochaines années, en autant qu'il en convainque son chef. C'est à la fois trop peu et beaucoup. Trop peu, car les universités recevront simplement la garantie de stagner encore deux ans. Mais beaucoup, si l'on examine le nombre de données encore inconnues dans le dossier.

M. Ryan a ainsi demandé un rapport spécial sur l'université du Québec: on sent chez lui une certaine réticence au maintien d'une structure lourde et coûteuse. Il lui faudra pourtant assumer les frais d'une régionalisation essentielle de l'éducation universitaire, peut-être en donnant à l'université d'État un statut particulier et en lui accordant des fonds consacrés au développement régional.

Il veut également tout savoir sur la charge de travail des enseignants. Un second groupe de travail, difficile à former car le milieu refuse de collaborer, aura à séparer l'ivraie du bon grain, à expliquer pourquoi les universitaires québécois donnent moins de cours et publient moins que leurs homologues ontariens.

Un volet majeur, crucial, manquera toutefois au dossier: qui donc étudie, et pourquoi? La condition étudiante a bien changé. La montée en flèche des temps partiels et des adultes sur les campus tient-elle à une crise sociale, ou au mode de financement des universités axé sur la chasse aux clientèles? A qui profite vraiment le régime de prêts-bourses? M. Ryan et son gouvernement ne pourront rétablir la situation sans s'attarder un tant soit peu à ces éternels oubliés, les étudiants eux-mêmes.

— ÉCOUTEZ CECI AU SUJET DE VOS GENS DE RACE PURE AU "ROYAUME" DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN: "DES REGARDS BRILLANTS COMME DES ESCARBOUCLES ET CES HAUTES POMMETTES SURTOUT TRAHISSENT LES FRÉQUENTATIONS QUE S'ÉTAIENT PERMISES, AVEC LES AUTOCHTONES DES ENVIRONS, LA POIGNÉE DE FAMILLES BLANCHES QUI AVAIENT "OUVERT" LA RÉGION, IL N'Y A GUÈRE PLUS D'UN SIÈCLE. MÉLANGE REMARQUABLEMENT RÉUSSI... RIEN N'EST PLUS CHIQU'UN PEU DE PEAU ROUGE DANS L'ASCENDANCE... MÉLANGE AUQUEL J'ÉTAIS D'AUTANT PLUS SENSIBLE QU'UN DE SES PLUS SPLENDIDES RÉSULTATS, UNE CERTAINE CORINNE AU MINCE VISAGE MANGÉ PAR D'IMMENSES YEUX DE BRAISE..." *

* ATTENDEZ QUE JE ME RAPPELLE, RENÉ LÉVESQUE, PAGE 307, ÉDITION QUÉBEC-AMÉRIQUE.



LETTRES AU SOLEIL

Montréal est la clef de voûte

Du point de vue géographique, le bilinguisme institutionnel toujours bien vivant et l'immigration massive qui le favorise sont des problèmes essentiellement montréalais. Aussi, parce qu'ils n'y sont pas directement et quotidiennement confrontés, les Québécois croient que les Montréalais, dont je suis, en exagèrent l'importance et la gravité.

Or, quand un Montréalais affirme que les problèmes majeurs

auxquels lui et ses concitoyens font face affectent le peuple canadien-français dans son ensemble, ce n'est nullement par chauvinisme municipal ou régional. C'est tout simplement parce qu'il est conscient du fait qu'en termes démographiques, la grande région de Montréal représente presque la moitié du Québec. Il lui apparaît donc évident que la minorisation des Canadiens français dans cette région serait une catastrophe nationale.

Or, disent les démographes, c'est ce à quoi l'immigration massive et la dénatalité nous mèneront dans moins de 15 ans... Dans leur lutte contre la transformation de leur région en un "melting-pot" à la newyorkaise, les Canadiens français de Montréal ont donc besoin de la compréhension et de l'appui de leurs compatriotes des autres régions. D'autant plus que, si Montréal cessait d'être majoritairement ca-

nadien-français, le reste du Québec passerait avant longtemps sous le rouleau-compresseur de l'assimilation "yankee" (...).

Luc Potvin
Université Laval

Un rêve

Qu'il est merveilleux ce langage. Bien sûr, je parle de l'anglais. Cette langue universelle que tout le monde peut comprendre ou presque...

Le jour où l'anglais sera minoritaire au Québec semble impossible à concevoir. On veut que l'anglais soit minoritaire pour que le français puisse enfin dominer. Mais ce n'est qu'un rêve (...).

Avant d'espérer avoir le français affiché partout, les Québécois devraient faire leur part. Cela peut-être possible par exemple s'ils décident de créer leurs entreprises. Je crois que si ce ne sont que des anglophones qui réussissent dans le formidable monde des affaires, ils ont le droit d'afficher dans leur langue. Le vrai problème c'est que les Québécois ne sont pas capables de faire ce qu'ils veulent. Ils préfèrent laisser les profits aux anglophones.

Benoit Allison
Charlesbourg

N.D.L.R.

Adressez vos lettres à la Tribune des lecteurs et lectrices du SOLEIL, 390 Saint-Vallier est, G1K 7J6 (647-3368). Ces missives devront être courtes et accompagnées du nom, de l'adresse et du numéro de téléphone de leur signataire. Nous nous réservons le droit d'éditer et d'abréger ces lettres au besoin.

Des jours très sombres

(Lettre adressée à Mme Lise Bissonnette, collaboratrice au SOLEIL)

Nous vous félicitons pour votre excellent article finement figolé, intitulé *L'idéologie au service du français* (LE SOLEIL du 26 novembre 1986).

Votre article est à point, intéressant, situant bien le problème linguistique, décrivant à

juste titre l'irritation quotidienne, continue, à laquelle nos compatriotes de la métropole laurienne sont constamment assujettis. Il fait vraiment ressortir le vécu humiliant que doivent subir les nôtres en exigeant, en quémandant sans cesse, continuellement du français (...).

Les Anglais, les assimilés, les immigrants, les pusillanimes, les aplatventristes et les serviles in-

voquent à faux, hypocritement, les soit disant irritants de la Charte québécoise de la langue française. Mais grand Dieu, quelle loi n'a point d'irritants? (...)

Mais au fait, qui provoque qui? Qui assombrir le climat social? Qui est fanatique, raciste? Qui irrite la majorité québécoise? N'est-ce pas cette minorité anglaise gavée, choyée, avec, hélas!, la complicité des immigrants, qui refusent systématiquement de parler, d'apprendre le français, qui manifeste du mépris éhonté à notre égard (...).

Le Québec vit des jours sombres: ce que nous avons conquis de peines et de misères par des luttes ancestrales, s'effrite. Allons-nous laisser la situation actuelle se dégrader davantage ou retrousserons-nous nos manches à nouveau, animés de cette même passion du pays laurien qui guidait ceux et celles qui nous ont précédés? Prenons le parti de la nation comme les Français de France prennent le parti de la France dans les moments graves!

Marc Pesant
Charlesbourg

Les Amis de Lionel Groulx, Léandre Fradet, secrétaire

D'autres moyens

Dans LE SOLEIL du 22 janvier, on rapportait que le ministre de la Justice, M. Herbert Marx allait probablement contester devant la Cour suprême le récent jugement de la cour d'appel concernant la loi 101 (...).

S'il opte pour cette voie, il y a de fortes chances que la Cour suprême entérine ce jugement, c'est-à-dire qu'elle autorise l'affichage bilingue et cela, en se basant sur la Charte canadienne des droits et libertés.

J'espère que le bilinguisme dans l'affichage aura finalement sa place; ce n'est qu'une question de respect des droits. En effet, es-

til légitime de refuser aux anglophones et aux autres minorités du Québec le droit d'afficher dans leur langue sous prétexte que cela pourrait nuire à la collectivité francophone québécoise? Ce n'est pas en brimant certains droits des minorités que la francophonie québécoise pourra assurer sa survie mais c'est plutôt le dynamisme de ses membres qui fera en sorte qu'elle survivra en tant qu'entité culturelle distincte.

Oui à l'affichage français obligatoire! Oui à l'affichage bilingue!

POINT DE VUE

Holala que c'est triste, "l'annonce" de Bédard Louis!



par
Nicole BEAULIEU
Collaboratrice spéciale

Ca fait des semaines que ça dure. Pour tout dire, je n'ose plus allumer la télé. J'ai trop peur. Peur de tomber sur une "annonce" de Bédard Louis.

Trente secondes de réclame c'est peu, direz-vous. Mais cela suffit à gâcher une soirée.

Précisons tout de suite que je n'ai rien contre Bédard Louis que je n'ai d'ailleurs pas la chance de connaître. Il m'a tout l'air d'un bon gars. A voir son gentil sourire, on se dit que ce type-là ne ferait pas de mal à une mouche. Tricher? Jamais de la vie.

D'autres commerçants peuvent se laisser aller à la publicité trompeuse, pas lui, j'y mettrais ma main au feu. Bédard Louis est un gars sincère qui ne craint pas de s'adresser directement à

son public. Et contrairement à l'ami Michel, il n'accapare pas tout l'écran à lui seul: il le partage avec ses employés. Bon patron, en plus. Mais...

Mais sa pub choque. Elle ferait bonne figure dans n'importe quelle anthologie de la quêtainerie.

A Montréal, ils ont la pub qui sent bon: Delisle a mis dans le métro des placards qui dégagent le parfum du yaourt à la fraise. A Québec, on a la pub qui pue. Celle qui exsude l'insignifiance la plus rance. De quoi inspirer Croc.

Le pire, c'est que cette pollution gâche les ondes de la télé d'État.

La première fois que j'ai vu Bédard Louis faire irruption dans mon salon, j'ai protesté:

"Mettez le poste à Radio-Canada, j'vais rater mon émission."

"Ouvre-toi les yeux, il y est déjà."

J'ai ouvert les yeux. Et qu'est-ce que j'ai vu?

Trois messieurs s'excitant derrière une caméra des plus passives; l'un tient un micro, l'autre vante ses vidéos

à tue-tête, le dernier jure qu'il attend la foule. Le clou? La mascotte qui gigote en attendant la cagnotte. Holala... Tout cela est bâclé, dénué de toute recherche artistique et vise manifestement un public puéril.

Holala que c'est triste!

Soyons juste. Bédard Louis ne détient pas le monopole de la médiocrité, les réclames télévisuelles laissent souvent à désirer. Reste que pour faire pire, il faut s'appliquer.

Comment se fait-il que Radio-Canada accepte de diffuser un produit aussi moche? J'ai posé la question à qui de droit. Et qui de droit, réclamant l'anonymat, a pris la part du client.

Pas fou, Bédard Louis. Son système est simple, économique et efficace. Pris sur le vif, ses messages ne coûtent pas cher; en un avant-midi, une vingtaine pourront être enregistrés. Sans mise en scène compliquée ni comédiens. Il a tout ce qu'il faut dans ses magasins: tour à tour, les vendeurs passent devant la caméra, ce qui fait plaisir et confère un certain prestige. Ça marche: les clients affluent, dit-on.

Quant à Radio-Canada, il lui faut de nouvelles sources de revenus. Si j'ai bien compris, le code publicitaire maigrirait au rythme des coupures.

Bref, chacun y trouve son compte. Sauf le téléspectateur qui aime les choses bien faites.

J'en connais que cette pub choque à un point tel qu'ils ont juré de ne jamais mettre les pieds chez le coupable.

Snobisme? Peut-être. En vieillissant, bien des gens de condition modeste finissent par se révéler bec fin et pète sec. Voyons donc les choses du beau côté.

En dépit de sa laideur, cette pub présente certaines qualités qu'on aurait tort d'ignorer.

D'abord, son faible coût de production. Les belles pubs trop bien léchées finissent par coûter cher au consommateur qui se voit, mine de rien, refiler la note. Les emballages sophistiqués ne sont jamais gratuits. Après les aliments en vrac, voici la pub en vrac, alias "garrochée". Qui dit mieux?

Deuxième avantage: la simplicité. Les réclames savamment étudiées recèlent des pièges subtils. Elles séduisent en érotisant tout ce qu'elles touchent. Avec Bédard Louis, le client peut dormir sur ses deux oreilles: aucun danger de sombrer dans le subliminal.

Troisièmement - et ça devrait me suffire - l'entreprise est démocratique. Ne fait-elle pas appel à des amateurs qui, autrement, n'auraient jamais connu l'expérience de la télé? Rien ne m'empêche plus que les pianistes et les peintres du dimanche...

Mais voilà, Bédard Louis et ses gens ne se contentent pas du jour du Seigneur pour exercer leur talent caché. Semaine et dimanche, ils crèvent l'écran à tout bout de champ.

La pub nous est imposée, emmêlée à nos émissions préférées. Elle gruge au moins 12 minutes de chaque heure de télé. Pourquoi échapperait-elle aux critères esthétiques que nous imposons au reste de la production? Et si on redéfinissait l'agression?...

Nicole Beaulieu est une journaliste-pigiste.

QUÉBEC

Gérard-D. sera très conservateur

Le ministre des Finances du Québec, M. Gérard-D. Lévesque, poursuivra ses efforts pour réduire le déficit dans son budget du printemps prochain. Il mise toujours pouvoir le couper de quelque \$190 millions par rapport à cette année, ce qui le situerait à \$2,7 milliards, soit \$500 millions de moins qu'en 1984-85, quand fut établi le triste record du Québec, \$3,2 milliards.

par
J-Jacques
SAMSON



En 1988-89, on devrait descendre d'une nouvelle marche, sous la barre des \$2,6 milliards, selon les prévisions de M. Gérard-D. Lévesque, le printemps dernier.

Un an plus tard, ces objectifs sont toujours maintenus.

Il faut profiter absolument de l'actuelle bonne période que l'économie connaît pour diminuer notre déficit, argumentait ces jours derniers un proche conseiller du ministre des Finances.

Le déficit du Québec était de \$1 milliard en 1976-77.

La hausse des dépenses de l'État durant la période pré-référendaire et, surtout, la récession de 1981 ont fait tripler d'un seul coup le déficit. Il avait fait un bond prodigieux à \$3 milliards en 1982.

Imaginez seulement ce qui arriverait aux finances publiques du Québec si une nouvelle récession devait nous tomber sur la tête avant que la situation soit corrigée. Ce serait désastreux.

La dette totale actuelle du Québec est de \$30 milliards, exigeant des frais annuels d'intérêts de \$3,6 milliards pour les contribuables.

Quand le gouvernement ajoute chaque année \$3 milliards de plus à la dette totale, il faut aussi ajouter des paiements d'intérêts supplémentaires, l'année suivante, de \$300 millions.

Et la pyramide grossit toujours.

Le gouvernement de Brian Mulroney devait relever à Ottawa le même défi de contrôler le déficit. C'est ce que les milieux d'affaires attendaient le plus de lui. Il a échoué.

À Québec, le redressement est amorcé et le gouvernement Bourassa s'est attiré les applaudissements de la colonie financière pour sa détermination en ce sens. Il en retire donc aussi des dividendes politiques importants.

Les préparatifs de longue main

Le président du Conseil du Trésor, M. Paul Gobeil, devrait présenter son cahier de dépenses - et ses compressions - vers la fin de mars. Ce travail est maintenant très avancé.

Le ministre des Finances, M. Gérard-D. Lévesque, doit d'autre part attendre la dernière révision des équilibres financiers à la lumière de variables clés qui fluctuent toujours (ses chiffres datent de novembre) et les plus récentes projections de vente au détail ou de revenus d'Hydro-Québec, avant d'entreprendre vraiment le budget 87-88.

À ce moment-ci de l'année, on soupèse seulement des scénarios d'interventions fiscales possibles, comme instruments de politiques sociales et économiques.

Le premier ministre Robert Bourassa a indiqué en décembre que des hausses d'impôts ne peuvent être envisagées.

"Une hausse des impôts directs, ce serait se tirer une balle dans le pied avec les perspectives de libre-échange et la réforme fiscale américaine", précise un proche du ministre des Finances.

On ne peut pas exiger un effort fiscal additionnel sans entraîner des rendements décroissants, en somme, comme le gouvernement l'a connu avec les taxes sur le tabac.

On devra donc redoubler d'imagination pour faire gonfler les revenus.

Le budget de 1987-88 ne devrait cependant pas passer à l'histoire. De grands dossiers sont ouverts à Ottawa qui devront être menés à terme avant qu'on puisse songer, à Québec, à présenter un budget "révolutionnaire": la réforme fiscale, les négociations des prochains arrangements fiscaux, l'aide sociale et l'assurance-chômage et les discussions sur le libre-échange qui remettent en cause les politiques d'achats des gouvernements, les subventions à l'industrie et aux exportations, etc.

AVIS AUX DINGUES DU DENIM, C'EST LE MOMENT D'ACHETER!

33% DE RABAIS SUR UNE VASTE SÉLECTION DE JEANS DE MARQUES RÉPUTÉES



COMPRENANT
LEVI'S
BROWN'S
EDWIN
CALVIN KLEIN
IKEDA
SANTANA
HOLLYWOOD
ET PLUS!

Achetez vos préférés dès maintenant, car le solde prend fin samedi.

À LA BOUTIQUE 317

Économisez 33% sur les 'Levi's', 'Edwin', 'Calvin Klein', 'Brown's', 'Wally', 'Ikeda' et notre marque '317'. Choisissez parmi tout notre assortiment de denim lavé à la pierre, délavé ou noir. Tous en denim indigo pur coton. Veste en denim en tailles 36 à 44 ou P.M.G. Jeans en tailles 28 à 36. Ord. 29,99 à 100\$.

19⁹⁹ À 66⁹⁹ ch.

Jeans pour jeunes hommes, rayons 375/377

À LA BOUTIQUE JEUNESSE

Des modèles toujours à la mode signés 'Brown's', 'Rainbow', 'Hollywood', 'Santana', 'Ikeda', 'Levi's', 'Edwin' et 'Calvin Klein', tous à 33% de rabais! Des jeans, vestes et jupes dans une variété de modèles. Tous en denim indigo lavé à la pierre, délavé ou noir. 27 à 32. Ord. 29,99 à 100\$.

20⁰⁹ À 67⁹⁹ ch.

Boutique Jeunesse, rayon 463

POUR GARÇONS

Économisez 33% sur les jeans à griffe rouge et les vestes en denim de 'Levi's'. Tous en denim indigo pur coton lavé à la pierre ou délavé. Coupe normale ou élançée. 8 à 18.

JEANS 20⁰⁹ ch.

Ord. 29,99

VESTES EN DENIM 36¹⁸ ch.

Ord. 54\$

Vêtements pour garçons, rayon 437

POUR FILLES

Économisez 33% sur les jeans et vestes en denim 'Silver' et 'Fame', tous en denim indigo pur coton. Tailles 7 à 14.

JEANS 19⁰⁹ ch.

Ord. 30\$

VESTES 29⁹⁹ À 33⁵⁰ ch.

Ord. 45\$ à 50\$

Vêtements pour filles, rayon 420



C'est MOINS CHER que vous pensiez à la Baie



• Galeries de la Capitale et Place Laurier, lun. à mer. de 9 h 30 à 17 h 30; jeu. et ven. de 9 h 30 à 21 h; sam. de 9 h à 17 h.
• Galeries de la Capitale, 627-5922 • Place Laurier (mail sud-ouest), 627-5959.



IGR Boniprix IGA

BOEUF HACHÉ Ordinaire

78¢ /lb

DES RUBAINES BIEN SERVIES

Célébrez le Mois de la Viande Février '87

Du lundi 2 au 7 février 1987

POULES À BOUILLIR Surgelées Catégorie Canada "A" Environ 3 kg

78¢ /lb

BEURRE Canada 1 IGA Limite de 2 par client

1,99

Format 454 g

CHAMPIGNONS Morceaux et pieds IGA

2/1,00

Boîtes 284 mL

LÉGUMES Canada de choix IDEAL

Mais en crème, haricots coupés, macédoine, pois assortis, pois no 4, pois et carottes tranchées Boîte 540 mL

69¢

MOUCHOIRS DE PAPIER WHITE SWAN Boîte de 200

89¢

Fruits et Légumes

KIWIS Produit de la Californie

5/99¢

PAMPLEMOUSSES BLANCS Produit de la Floride Grosseur 48

6/1,69

Eau MINÉRALE Gazeuse IGA Boîte 750 mL

2/1,00

Un cahier publicitaire sera distribué à votre domicile. Consultez ses pages débordantes de nombreuses autres aubaines. (Si vous ne recevez pas ce cahier publicitaire, demandez-en un à votre marchand IGA)

Prix en vigueur du lundi 2 février au samedi 7 février 1987. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Pas de vente aux marchands. Le texte prévaut sur la photo lorsque celle-ci ne correspond pas à la description du produit annoncé.

Baie-St-Paul COOPÉRATIVE BAIE-ST-PAUL 7370, route de l'Église Beauport ALIMENTATION DEPOY & FILS 588, av. Royale Beauport ALIMENTATION M.B. INC. 78, av. Ruel Sillery ALIMENTATION RAYMOND ROUSSEAU INC. 1580, av. St-Louis St-Anselme MAGASIN COOP ST-ANSELME 50, rue Principale St-Lambert-de-Lévis ÉPICERIE CENTRE-MATIC INC. 2033, des Érables	Charlesbourg CHARLESBOURG IGA 7370, route de l'Église COOP ORSAVILLE IGA 7010, boul. Saguenay Clermont COOPÉRATIVE CHARLEVOIX-EST 48, des Érables St-Jean-Christophe SUPERMARCHÉ IGA 912, rue Comte St-Jean-Port-Joli COOP LA PAIX 321, rue de l'Église Donnacona MARCHÉ DONNACONA ENR. 226, Notre-Dame	St-Nicolas-Est COOPRIX IGA 845, route Marie-Victoire St-Foy SUPERMARCHÉ IGA 3100, rue Latraverse Loretteville LORETTEVILLE 62, boul. Valcartier COOPRIX DE LORETTE 250, rue St-Louis Montmagny MAGASIN COOP 70, boul. Tasche ouest St-Foy SUPERMARCHÉ IGA 3264, ch. St-Foy	St-Foy SUPERMARCHÉ IGA 2400, ch. St-Foy Québec A. PÉPIN & FILS INC. 130, pers. Chénier ouest St-Foy COOPRIX IGA 3335, de la Perle St-Foy MARCHÉ JOUVENCE INC. 612, 1 ^{re} Avenue St-Jean LES ENTREPRISES BOULIARNE ET FIORI INC. 612, 1 ^{re} Avenue Ville Vanier SUPERMARCHÉ IGA 3335, boul. Wilfrid-Hamel
--	---	--	---

Rendez-Vous 87

Ottawa ajouterait un nouveau million

Le gouvernement fédéral annoncera bientôt de combien il augmente sa contribution financière à Rendez-Vous 87. Un ajout de \$1 à \$1,2 million à la subvention déjà confirmée de \$1 million semble probable, selon les propos tenus hier par le ministre Michel Côté.

par André FORGUES

M. Côté a dit souhaiter être capable de confirmer cette subvention supplémentaire avant le coup d'envoi de Rendez-Vous 87, le 8 février. Cette aide additionnelle serait versée en argent et non en services et proviendrait au moins en partie du ministère fédéral du Tourisme.

C'est ce que le ministre a laissé entendre, en plus de préciser que cette nouvelle contribution serait particulièrement reliée, "sans en

exclure d'autres", à trois événements précis tenus dans le cadre de RV 87: le gala d'ouverture, le défilé et surtout le gala international.

Ottawa serait justifié d'injecter cette somme supplémentaire par le fait que ces activités sont à caractère international ou auront une large diffusion à l'étranger, par le biais de la télévision. C'est un moyen, explique M. Côté, de faire connaître le Canada et les artistes canadiens.

S'affirmant convaincu que RV 87 sera un succès éclatant, le ministre Côté a dit vouloir "s'assurer que le gouvernement du Canada y est présent".

Quant au fait que certaines activités de RV 87 ne seront pas accessibles à un large public, M. Côté répond qu'il "est évident que le gouvernement du Canada ne veut pas participer à une fête pour le

bénéfice d'individus à coup de \$200 ou \$300 pour les galas dont on parle". Il s'agit, insiste-t-il, de s'associer à des événements qui feront connaître le Canada et la culture canadienne.

Au total, donc, Ottawa pourrait contribuer jusqu'à \$2,2 millions à RV 87 tandis que le gouvernement du Québec y est allé de \$1,5 million, y inclus les recettes d'une loterie spéciale mais sans compter le prêt de services et de personnel.

La Communauté urbaine de Québec, pour sa part, a autorisé le versement de \$250,000 à l'organisation de Me Marcel Aubut en plus d'avoir prévu des dépenses de \$110,000, que la CUQ fera elle-même, pour des activités d'accueil organisées à l'occasion de cet événement. Le secteur privé, selon les dernières informations publiées, contribue pour sa part \$3,4 millions en argent et en services.



Michel Côté, ministre de l'Expansion économique régionale, et Robert Labbé, PDG de la Société immobilière du Vieux-Port, lors de la conférence de presse au cours de laquelle on annonçait que la gestion de l'animation du Vieux-Port était confiée au Festival d'été.

Le Festival d'été de Québec devient le maître d'oeuvre de l'animation au Vieux-Port

Le Festival d'été de Québec se charge de la gestion de l'animation au Vieux-Port, mais ce n'est pas pour y déléguer le Festival. Celui-ci continuera de présenter des activités gratuites, ailleurs en ville, alors que le Vieux-Port sera le lieu de spectacles payants. C'est ce qu'a tenu à préciser le directeur du Festival d'été international de Québec, Jean Lemieux, hier, lors de la conférence de presse qu'il donnait de concert avec Michel Côté, le ministre de l'Expansion économique régionale, et Robert Labbé, PDG du Vieux-Port.

par Régis TREMBLAY

"Ce sera le même personnel qui administrera les deux entités. Cette économie d'échelle permettra aux activités du Vieux-Port de faire leurs frais, à tout le moins d'être moins déficitaires", a dit M. Lemieux, qui s'est empressé d'ajouter:

"Mais il ne faut pas mêler les cartes. Le Festival d'été et l'été au Vieux-Port, ce sont deux choses distinctes. L'Agora, c'est un peu le Grand Théâtre en plein air, alors que le Pigeonnier, c'est un jardin; l'un est payant, l'autre pas. Il faut que les gens sachent que l'été prochain, ils pourront aller au Pigeonnier ou au jardin de l'Hôtel de ville gratuitement, quel que soit le spectacle."

Donc, il y aura d'une part le Festival d'été, du 9 au 19 juillet, dans les endroits habituels et, d'autre part, une saison d'activités allongée au Vieux-Port, de 7 à 10 semaines, de juin à septembre.

Maître d'oeuvre

Avec cette entente entre la Société immobilière du Canada (Vieux-Port de Québec) et le Festival d'été international de Québec, annoncée officiellement hier, ce dernier organisme devient en quelque sorte le maître d'oeuvre d'à peu près tous

les spectacles de plein air en ville, au long de la belle saison.

Le ministre Côté a bien souligné: "Maître d'oeuvre de toutes les opérations découlant de l'organisation des activités de l'animation au Vieux-Port durant l'été prochain, le Festival d'été s'engage à défrayer tous les coûts afférents à la réalisation et à la production des activités de l'animation; il conservera cependant tous les revenus nets après taxes de la billetterie et des concessions."

Le gouvernement fédéral témoigne ainsi d'une très grande confiance envers l'administration du Festival, qui a un excellent dossier, particulièrement depuis 1980. Subventionné alors à 100 pour 100 par les gouvernements, il ne l'était plus qu'à 50 pour 100, six ans plus tard, soit en 1986. M. Lemieux n'a pas promis de rentabiliser les activités du Vieux-Port dès 1987, mais il a déclaré: "On croit vraiment qu'on peut y arriver."

Soirée-casino au Vieux-Port pour la recherche sur l'ataxie de Friedrich

La population de certaines régions du Québec, les gens de certaines municipalités, les membres même de certaines familles sont beaucoup plus menacés que d'autres par l'ataxie de Friedrich.

par Jean-Claude RIVARD

Il faut surtout éviter de confondre cette "maladie pernicieuse et sournoise" avec la sclérose en plaques, la paralysie cérébrale et le syndrome de Parkinson même si, à long terme, elles provoquent toutes des effets semblables.

S'il évite d'identifier des localités précises, histoire de ne pas donner indument la frousse aux citoyens, le Dr Pierre Bouchard, chercheur et professeur de neurologie à

l'université Laval, reconnaît toutefois que certaines populations, certaines familles même qu'il pourrait nommer, de la région de Rimouski, de Charlevoix et du Saguenay-Lac-Saint-Jean y sont particulièrement exposées. Il y voit la conséquence de mariages consanguins, au fil des générations.

Ce soir, sous les auspices du Club social des employés civiques de Québec, dans l'édifice du Havre du Vieux-Port, a lieu une soirée-casino dont les profits serviront à soutenir une recherche scientifique dont les progrès pour vaincre cette maladie sont relativement lents.

Claude Saint-Jean

Claude Saint-Jean, président de la Fondation qui porte son nom, ne

se cache pas pour qualifier de "plate et d'hypocrite" cette maladie qui afflige au moins 1.500 Québécois, dont il souffre et qui a emporté presque tous les membres de sa famille. Il regrette, tout autant, les taquineries, qu'enfant, il adressait à sa grande-sœur victime d'étourdissements et de pertes d'équilibre, lorsqu'elle fréquentait l'école, lesquels ont précédé son immobilisation au fauteuil-roulant, puis son décès. Claude Saint-Jean dit avoir senti les premiers signes de la maladie pendant son adolescence. "Auparavant, j'étais un enfant comme les autres" dit-il.

Il fait aujourd'hui appel à la générosité du public pour soutenir le travail des chercheurs. "Cette maladie, il faut la vaincre" déclare-t-il.

Les duchesses: de véritables ambassadrices

♦ Bien sûr, elles confirment sans détour leur premier rôle d'ambassadrices, car on le leur a répété tellement de fois avant que ne débute ce carnaval d'hiver de Québec, 33e édition. Mais ce qui pour ces sept jeunes femmes dont la moyenne d'âge est 21 ans, devient très épuisant au fil des jours et demande beaucoup de courage, est la visite presque quotidienne de centres d'accueil, d'hôpitaux et de foyers pour gens âgés, s'étant même rendues jusqu'à Rimouski.

par François ROY

On leur demandait déjà de faire preuve d'une belle personnalité, quand elles se sont présentées aux trois entrevues de sélection parmi 259 candidates entre 18 et 25 ans. Ce fut l'émotion intense en apprenant qu'elles avaient été choisies

comme les sept duchesses devant régner sur la plus grande fête d'hiver au monde.

Elles étaient toutes heureuses, sans vraiment savoir cependant comment elles en sortiraient de cette expérience. "Mais je ne pensais pas trouver ça aussi éprouvant, de visiter des malades, des personnes âgées et des gens handicapés," soupirait la charmante Chantale Thomassin, duchesse de Cartier que ses compagnes décrivaient comme "la plus sensible" du groupe. Mais peu à peu, on comprenait qu'elle n'avait pas été la seule à pleurer à la dérobée ou à refouler ses larmes en quittant des hommes et des femmes seuls, âgés et meurtris qui n'attendaient que la mort.

Tant de choses à dire

La conversation se déroulait à

l'occasion d'un dîner tout simple, dans un restaurant de Place Fleur-de-Lys où, ce jour-là, les filles pensaient avoir plus de temps qu'à l'habitude pour jaser avec LE SOLEIL. On avait omis volontairement de poser les questions quasi rituelles: comment leur était venue l'idée, quels étaient leurs sports préférés, leurs loisirs, leurs amours, leurs ambitions, etc.

Assise à notre droite, la blonde Josée Vallée, 22 ans, duchesse de Montcalm, admettait que les rencontres avec gens âgés étaient toujours des moments bouleversants même pour elle qui, pourtant, de profession, est infirmière à l'hôpital de l'Enfant-Jésus. "On ne s'habitue jamais je pense, à des scènes semblables ou bien souvent ces personnes n'ont pas eu d'autre 'visite' depuis longtemps." Approbation

spontanée de sa compagne Suzie Caron, duchesse de Montmorency, également infirmière au même hôpital et aussi au Centre hospitalier Robert-Giffard.

À notre gauche immédiate, la duchesse de Laval Isabelle Demers, étudiante en sciences politiques à l'université Laval, enchaînait avec autant de sérieux aussitôt une bouche avalée: "Beaucoup de monde pense aussi et même croit, qu'être duchesse c'est faire la belle vie du matin au soir. La réalité est bien différente. Le temps nous pousse sans cesse. Faut se lever tôt, avaler un déjeuner en vitesse, être prête quand le chauffeur arrive, assister aux conférences de presse, à des dîners de clubs sociaux, des remises de subventions, etc. Les journées commencent tôt et quand elles se terminent on est épuisée..."

Alors, pourquoi...?

Pour l'expérience

Comme à chaque fois sûrement depuis plus de 30 ans, la réponse éclate de toutes les lèvres, unanime, nette et précise: pour l'expérience enrichissante acquise à la suite de toutes ces rencontres, ces visites autant protocolaires que sympathiques, ces entrevues avec les médias, TV, radio, journaux et magazines, ces dizaines d'apparitions en public, etc.

Rieuse, la duchesse Louise Trépanier, de Lévy, continue: "Nous pensons aussi à cette très importante journée de la bougie. Celle qui va réussir dans son duché à en vendre le plus possible, court le plus de chances d'être couronnée reine. C'est un autre 'thrill', une autre sensation étourdissante que chacune de nous voudrait vivre..." ajoute l'étudiante en relations publiques à l'université Laval, qui a une façon bien comique de froncer les sourcils.

Achevant son dîner, la duchesse de Frontenac Lucie Cantin, blonde étudiante en enseignement primaire à l'université Laval, disait sans attendre: "Ce jour de la bougie, c'est là je pense que j'en garderai le souvenir le plus mémorable. Du matin au soir, on va courir dans tout notre territoire avec notre président de duché, pour encoura-



Ne pouvant toutes pénétrer à la fois dans une même chambre d'hôpital, comme ce fut le cas à Charny, les duchesses se partagent spontanément les visites comme Chantale, à gauche, de Cartier, avec Bonhomme, Louise, de Lévy et Isabelle, de Laval, les deux duchesses de la rive sud, qui faisaient grand plaisir à cette dame.

ger les équipes de bénévoles et les stimuler."

La duchesse Marie-Claude Vachon, de Champlain, étudiante en service social à l'université Laval, terminait son dessert en affirmant que jamais, elle ne pourrait oublier cette expérience fantastique. On aurait voulu l'entendre ajouter d'autres propos, mais déjà leur ac-

compagnatrice Monique Giguère, dont la fille Sylvie était duchesse l'an dernier, faisait un signe discret qu'elles devaient quitter pour une visite à l'hôpital de Charny. Les chauffeurs des automobiles familiales, "Monsieur Paul" Marois, toujours au poste depuis plus de 15 ans et René Dubois, époux de Martine, duchesse lors du carnaval de 86, attendaient déjà leur sortie. ♦

carrières et professions

POUR FAIRE PARAÎTRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE

COMPOSEZ 647-3270

OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS LE SOLEIL L.T.E., C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50.

Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

OFFRE D'EMPLOI ARCHITECTE STAGIAIRE

Minimum 1 an d'expérience.

Le candidat devra posséder des qualités de designer, pouvoir effectuer un bon contrôle de projets et être efficace.

Connaissance sur D.A.O. préférable.

Le candidat devra posséder le leadership nécessaire pour diriger une équipe de travail.

Pour travail immédiat à Rimouski.

Faire parvenir curriculum vitae au:

Dépt 3624, Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Qué. G1K 7J6

ENSEIGNANTS/ ENSEIGNANTES

Le ministère de l'Éducation de la Colombie-Britannique est à la recherche d'enseignants et d'enseignantes bilingues (anglais français) pour les programmes d'immersion française et programmes cadres. De nombreux postes au niveau primaire sont disponibles dans plusieurs régions de la province.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae, copies de diplômes et permis d'enseignement au primaire avant le 1er mars à:

Recruitment Coordinator
Modern languages services branch
Ministry of Education
Parliament building, Victoria, B.C.
V8V 2M4

Veuillez noter que les candidat(e)s devront se rendre à Vancouver pour des entrevues de travail qui se dérouleront au début avril.

TECHNICIEN(NE) EN COMPTABILITÉ

Une dynamique entreprise manufacturière sise sur la rive sud de Québec, est à la recherche d'un(e) technicien(ne) en comptabilité.

Relevant du directeur général, le (la) candidat(e) aura comme principales responsabilités l'entrée des données aux livres et la préparation des états financiers mensuels.

Pour relever cet intéressant défi, nous désirons une personne qui possède:

Dynamisme et fiabilité; un DEC option comptabilité; 2 ans d'expérience; une bonne connaissance de l'anglais et de la dactylographie.

La rémunération tiendra compte des compétences et de l'expérience du candidat.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 10 fév. 1987 au:

Dépt 3618- Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Qué. G1K 7J6

LA COMMISSION SCOLAIRE DU GOUFFRE RECHERCHE

UN(E) TECHNICIEN(NE) EN ORGANISATION SCOLAIRE

La Commission scolaire Du Gouffre est une commission scolaire intégrée de 2,400 élèves répartis dans sept (7) écoles primaires, une école polyvalente et une école secondaire à profil unique.

NATURE DU TRAVAIL

Le rôle principal de l'employé de ce corps d'emploi consiste à développer ou à adapter et à appliquer les techniques et procédures relatives à l'organisation et à la réalisation des activités éducatives, notamment dans les domaines suivants: l'inscription et l'admission des élèves, la programmation des horaires, l'évaluation du rendement (examens), les absences et retards des élèves, les absences des enseignants et la suppléance.

Il peut être appelé à fournir une assistance technique aux autres techniciens et au personnel de direction des écoles de la même commission.

Il peut être appelé à initier des techniciens moins expérimentés, de même qu'à coordonner le travail de personnel de soutien, notamment de secrétaire, dans les tâches accomplies par ce personnel, relativement à la réalisation de programmes d'opérations techniques dont il est responsable.

Au besoin, il accomplit toute autre tâche connexe.

QUALIFICATIONS REQUISES

Scolarité

Détenir au minimum un diplôme d'études collégiales avec champ de spécialisation approprié.

Connaissances particulières

La connaissance des programmes informatiques SIGNE et CHOPIN constitue un atout.

LIEU DE TRAVAIL

Principalement, l'école polyvalente de St-Aubin, Baie-St-Paul.

SEMAINE DE TRAVAIL

35 heures par semaine, réparties du lundi au vendredi.

SALAIRE

Selon la convention collective des employés de soutien, salaire variant entre 18 200,00\$ et 27 407,00\$ (en voie de révision).

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES CANDIDATURES

Faire parvenir votre candidature avant le 11 février 1987, 16h30, à l'attention du directeur du personnel, Commission scolaire Du Gouffre, 50, rue Racine, C.P. 70, Baie-St-Paul (Charlevoix) G0A 1B0

Claude St-Charles, D.G.
Directeur du personnel
COMMISSION SCOLAIRE DU GOUFFRE

SOLDES DE FERMETURE chez BIRKS

Côte de la Fabrique

Venez profiter de notre plein magasin de soldes.
Toute la marchandise à 50% ou plus de rabais
à partir du 3 février

Venez sans attendre... Nous fermons nos portes le

SAMEDI, 21 FÉVRIER

Nous continuerons à vous offrir qualité
et service à nos magasins
Place Ste-Foy et Place Fleur de Lys.

BIRKS

POUR FAIRE PARAÎTRE
VOS ANNONCES
DANS CETTE PAGE

Québec, Le Soleil, samedi 31 janvier 1987
COMPOSEZ 647-3270
OU ÉCRIVEZ À CARRIÈRES ET PROFESSIONS
LE SOLEIL LTÉE, C.P. 1547, QUÉBEC, QUÉ. G1K 7J6
Heures limites de réservation: midi l'avant-veille de la publication;
jeudi midi pour publication samedi, dimanche ou lundi.

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.



Hôpital régional de Campbellton COORDONNATEUR DE PLANIFICATION

Dans le cadre du programme de planification et de construction d'un nouvel hôpital général de 225 lits, l'Hôpital régional de Campbellton est à la recherche d'un coordonnateur de planification pour assumer certaines responsabilités reliées à la planification et la construction d'un nouvel hôpital.

NATURE DU POSTE

Sous la direction du directeur général, le coordonnateur de planification travaillera étroitement avec les groupes d'utilisateurs de l'hôpital.

RESPONSABILITÉS

Coordonner les activités des groupes d'utilisateurs par rapport à la construction du nouvel hôpital.

Planifier et coordonner le déménagement des Services au nouvel édifice. Aider à la planification et diriger la mise en œuvre de nouveaux systèmes.

QUALITÉS ET EXIGENCES

Diplômé universitaire en question hospitalière ou de santé ou avoir une vaste expérience dans le domaine hospitalier.

Posséder de l'expérience en administration et avoir des connaissances en systèmes hospitaliers.

Doit être qualifié quant à la connaissance des deux langues officielles.

RÉMUNÉRATION

Le salaire sera déterminé selon les compétences et l'expérience du candidat.

Les concours s'adressent aux hommes et aux femmes.

Les candidats doivent soumettre leur curriculum vitae avant le 13 février 1987 au:

**Directeur général
Hôpital régional de Campbellton
35, rue Arran
Campbellton, N.-B.
E3N 1K9**



OCSO - ORGANISATION CANADIENNE
pour la SOLIDARITÉ et le DÉVELOPPEMENT

Un organisme sans but lucratif de coopération internationale qui collabore à l'auto-développement des peuples. L'OCSO reçoit des subventions de l'ACDI, Agence Canadienne de Développement International.

Programme de volontaires

Techniciens en construction artisanale

— Artisanat de la terre cuite, pour des projets de mise en valeur de l'argile au Rwanda, Afrique.

Pour postuler, vous devez avoir une connaissance de l'argile et, si possible, des cuissons au bois. Le goût pour la recherche technique, des talents de pédagogie et l'aptitude à vous adapter à un mode de vie simple dans un milieu culturel différent vous seront aussi nécessaires. Une expérience en production et mise en marché est souhaitable.

Un stage pratique en techniques améliorées de cuisson au bois (tours chinois) sera offert au Rwanda.

Les contrats sont d'une durée de deux ans. Pendant cette période, vous recevrez une allocation nette mensuelle équivalant à environ 650 \$, une allocation pour conjoint(e) et enfant(s) ainsi qu'une allocation de réintégration. Nous assumons les frais de transport, de logement meublé ainsi que des assurances vie et invalidité. Votre entrée en fonction se fera dès que possible.

Si cette offre vous intéresse, demandez un formulaire de candidature et retournez-le dûment complété avant le 13 février 1987.

L'OCSO,
Ressources humaines
180, boul. Dorchester Est, 3^e étage
Montreal (Québec) H2X 1N6 tél.: (514) 397-1753

TECHNICIEN(NE) EN ARCHITECTURE

- Plus de 5 ans d'expérience.
- Expérience en rénovation-restauration-recyclage
- Expérience en plans d'exécution, devis et gérance de chantier

Faire parvenir curriculum vitae à:

MARC BOUCHARDET

ASS. ARCHITECTES

12, St-Cyrille est

Québec (Québec) G1R 2B1

Tél.: 525-4955

TECHNICIEN(NE)S EN ARCHITECTURE

demandé(e)s

Intermédiaires - senior (5 ans minimum)

Pour travail intéressant dans la région de Québec, en collaboration avec des firmes d'architectes.

Faire parvenir curriculum vitae à:

Dépt 3593 - Le Soleil

390, St-Vallier est

Québec G1K 7J6



LAURENTIENNE
GÉNÉRALE

Expert en sinistres externe senior

Laurentienne Générale, Compagnie d'Assurance Inc., membre du Groupe La Laurentienne, est à la recherche d'un Expert en sinistres externe senior pour son bureau régional de Chicoutimi.

Responsabilités

Le titulaire de ce poste fait enquête sur les lieux de sinistres afin de déterminer les faits et circonstances entourant le sinistre. Il analyse et détermine le degré de couverture de la police d'assurance impliquée, prend sur place les versions des tiers et des assurés, effectue la négociation et le règlement et recommande les paiements.

Exigences

Les cours C-11 et C-15 sont prérequis à ce poste et l'engagement à réussir quatre (4) autres cours de l'Institut d'Assurance.

— D.E.C. en techniques administratives, de préférence option assurance et cinq (5) ans d'expérience dont trois (3) ans comme expert en sinistres externe.

OU
— Diplôme de fin d'études secondaires et sept (7) ans d'expérience comme expert dont cinq (5) ans comme expert en sinistres externe.

Note

Être Associé de l'Institut d'Assurance du Canada diminue d'un (1) an l'expérience requise.

Aptitudes

Bonne analyse et synthèse des faits, expression orale et écrite convaincante, jugement et autonomie.

Rémunération

Nous offrons une rémunération concurrentielle ainsi que d'excellents avantages sociaux.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae avant le 9 février 1987 à:

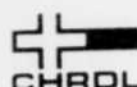
LAURENTIENNE GÉNÉRALE, COMPAGNIE D'ASSURANCE INC.
Succursale de l'Est du Québec

Dossier 87-17

2795, boul. Laurier, 2^e étage

Ste-Foy (Québec) G1V 4M5

Ce poste est également ouvert
aux hommes et aux femmes



Centre
Hospitalier
Régional
De Lanaudière

Le Centre hospitalier régional De Lanaudière est un centre hospitalier aux multiples vocations comptant 1,168 lits (308 lits de soins spécialisés de courte durée, 240 lits de soins psychiatriques de courte et longue durée, auxquels se greffent un réseau de 18 pavillons, un Centre d'accueil de 120 lits et un Département de santé communautaire).

Les postes suivants sont
disponibles.

2^e CONCOURS

2 ADJOINTS AUX CHEFS DE SERVICE CLINIQUE CHEFS TECHNICIENS (Temps complet permanent, postes cadres)

Dans le cadre de la RESTRUCTURATION ADMINISTRATIVE du département de BIOLOGIE MÉDICALE, nous recherchons deux (2) COLLABORATEURS IMMÉDIATS aux chefs de service clinique dans les services suivants:

PATHOLOGIE

BIOCHIMIE

FONCTIONS:

Superviser, sous l'autorité du chef de service clinique, la qualité et la productivité des activités professionnelles du personnel de laboratoire.

EXIGENCES:

Obligatoires: — Détenir un diplôme d'Études collégiales en techniques médicales (DEC 140.00).
— Avoir une expérience pertinente dans le secteur visé d'au moins cinq ans

Souhaitables:

— Avoir réussi les examens conduisant au titre de technicien médical spécialisé (A.R.T.).
— Détenir un B.Sc en biologie médicale.
— Avoir une expérience de gestion.

En plus de maîtriser leur spécialité, les candidat(e)s recherché(e)s devront faire preuve de CRÉATIVITÉ et D'INNOVATION technologique. SOLIDES DÉCIDEURS et GESTIONNAIRES EFFICACES, AUTONOMES et PRAGMATIQUES les candidat(e)s ont démontré dans le passé un leadership évident susceptible de SUSCITER L'ADHÉSION DE LEUR PERSONNEL.

RÉMUNÉRATION:

Classe II (28 513\$ à 40 192\$) en révision.

Si vous croyez répondre à nos attentes, nous sommes vivement intéressés à recevoir votre curriculum vitae avant le 10 février 1987 au:

CENTRE HOSPITALIER RÉGIONAL DE LANAUDIÈRE
Direction des ressources humaines
1000, boulevard Ste-Anne,
Joliette, Québec
J6E 6J2



LA LAURENTIENNE
MUTUELLE D'ASSURANCE

Conseiller en communications

Responsabilités principales:

Relevant du directeur des communications, le (la) titulaire de ce poste jouera un rôle conseil auprès de la direction en matière de communications externes et de relations publiques ce, dans le but de favoriser une présence plus forte de La Laurentienne, mutuelle d'Assurance auprès de ses publics-cibles extérieurs à l'entreprise.

À cette fin, il (elle) aura la charge:

- de consolider les relations avec la communauté des affaires;
- d'établir et de maintenir des relations avec les médias d'information;
- de gérer le dossier des commandites;
- de réaliser des documents et d'organiser des événements spéciaux pour les actionnaires.

Il (elle) pourrait être appelé(e) à jouer un rôle au niveau du développement des communications internes.

Exigences:

- diplôme universitaire en communications ou en relations publiques;
- 7 à 8 années d'expérience pertinente à la fonction, dans un rôle conseil en communications;
- une expertise en communications internes serait un atout;
- une excellente connaissance de la langue anglaise est requise.

Lieu de travail: Québec

Le niveau de rémunération du poste tiendra compte des qualifications et un régime complet d'avantages sociaux est offert.

Veuillez faire parvenir votre offre de service avant le 11 février 1987, en indiquant la référence Q-87-3, au:

Service des Ressources humaines
La Laurentienne, mutuelle d'Assurance
Case postale 1216
Québec, (Québec) G1K 7E3

ANALYSTE EN INFORMATIQUE

Une compagnie internationale spécialisée en informatique est à la recherche d'un(e) analyste pour le soutien logiciel (poste vente).

Les personnes intéressées devront posséder un diplôme collégial avec un minimum de 3 ans d'expérience. La connaissance des logiciels d'exploitation Burroughs et/ou Sperry ainsi que d'être bilingue seraient des atouts.

Nous offrons un salaire compétitif ainsi qu'un plan complet d'avantages sociaux.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

Unisys Canada Inc.

a/s M. Andrew P. Walker

2925, rue Kepler

Ste-Foy, Qc G1X 3V4

SECRÉTAIRE- RÉCEPTIONNISTE

Pour une compagnie importatrice en gros de vêtements.

— Bilingue (connaissance parfaite de l'anglais parlé et écrit; bonne maîtrise du français).

— Dactylo rapide.

— Capacité pour le travail en équipe.

— À temps plein ou temps partiel.

— Salaire selon compétence.

Faire parvenir curriculum vitae au plus tard le 6 février 1987 au:

Dépt 3621 - Le Soleil

390, St Vallier est

Québec, Qué. G1K 7J6



CONSEILLERS EN GESTION
ET INFORMATIQUE inc.

CGI, la plus importante firme de services-conseils en gestion et en informatique au Québec, se compose d'une équipe de conseillers multi-disciplinaire et expérimentée qui se distingue par la qualité de ses interventions auprès d'une clientèle variée oeuvrant tant dans le secteur privé que public.

CGI désire associer à ses groupes-conseils de Québec, des conseillers seniors pouvant assumer des responsabilités dans les domaines suivants:

- la gestion de projets
- l'architecture de systèmes
- le développement d'applications sur micro-ordinateurs et sur ordinateurs de grande puissance

- les réseaux et équipements de télécommunications, d'informatique et de bureautique
- les logiciels de télécommunications et de gestion de bases de données
- les logiciels d'exploitation
- le support au développement

Les candidats recherchés possèdent au moins cinq années d'expérience dans ces domaines spécifiques. Ils désirent perfectionner leur expertise dans le cadre d'importants projets reliés au développement de systèmes informatiques et à la mise en place d'infrastructures technologiques en se joignant à une firme en pleine croissance à l'intérieur de laquelle tous les conseillers sont associés.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae à l'attention de:

Monsieur Jacques Corbin
500, rue Grande Allée Est, 5^e étage
Québec (Québec) G1R 2J7

Tél.: (418) 529-0101

Le Centre local de Services Communautaires (CLSC) des Sept-Îles est présentement à la recherche de personnes dynamiques pour occuper les postes permanents suivants:

Agent de relations humaines

Concours # 87-015

À ce titre, vous exercerez diverses activités ayant trait à la conception, l'actualisation et l'analyse de programmes sociaux, notamment en santé mentale. Vous devrez axer votre pratique sur des aspects communautaires et cliniques à la fois. La priorité sera toutefois accordée à la réalisation de programmes préventifs et communautaires auprès de groupes et de la collectivité en général, dans le but de prévenir l'occurrence ou la récurrence de problèmes de santé mentale.

Vous détenez un baccalauréat en sciences humaines dans une des disciplines suivantes: criminologie, service social, sexologie et psychologie.

Travailleur social

Concours # 87-016

À ce titre, vous exercerez diverses activités ayant trait à la conception, l'actualisation et l'analyse de programmes sociaux, notamment auprès de la clientèle des services à domicile (personnes âgées ou handicapées). Vous devrez axer votre pratique sur des aspects communautaires et cliniques à la fois. La priorité sera toutefois accordée à l'intervention individuelle.

Vous détenez un baccalauréat en service social. Une formation en gérontologie serait un atout.

Travailleur social

Concours # 87-017

À ce titre, vous exercerez diverses activités ayant trait à la conception, l'actualisation et l'analyse de programmes sociaux, notamment auprès de la clientèle adulte et familiale. Vous devrez axer votre pratique sur des aspects communautaires et cliniques à la fois. La priorité sera toutefois accordée à l'intervention individuelle (thérapie familiale et conjugale). Vous mettrez sur pied des programmes communautaires à l'intention des hommes violents.

Vous détenez un baccalauréat en service social.

Pour combler l'un de ces postes, vous vous distinguez par votre intérêt marqué pour la prévention et l'approche communautaire et démontrez de grandes affinités pour la clientèle identifiée. Vous devrez disposer d'une automobile et être prêt à travailler selon des horaires flexibles. Enfin, une bonne connaissance de l'anglais serait un atout.

Vos orientations devront tenir compte des objectifs du CLSC, orientés vers une vision globale de la santé et une prise en main par la personne et la collectivité de leur propre santé.

Votre rémunération sera établie selon les normes du ministère et comprendra une prime de rétention de 8%.

Faites parvenir votre curriculum vitae avant 17 h le 12 février 1987, à l'adresse ci-dessous en indiquant le numéro de référence approprié. Seules les personnes dont la candidature sera retenue recevront un accusé de réception.

N.B. les candidatures pourront également servir à constituer une liste de rappel.



Service des ressources humaines
CLSC des Sept-Îles
405, rue Brochu
Sept-Îles (Québec) G4R 2W9

Cette offre s'adresse également aux femmes et aux hommes

AGENT MANUFACTURIER

Un vendeur professionnel organisé actuellement sa propre agence pour représenter manufacturiers et distributeurs grossistes. Dans la confidentialité, produits, conditions, et territoire seront à discuter.

Écrire au:
Dépt 3610, Le Soleil
390, St-Vallier est. Québec, Qué. G1K 7J6

PHARMACIEN(NE)

demandé(e)

temps partiel ou complet

C.P. 475
Lévis G6V 7E2



GRAYBEC

JOLICHAUX, Division de Graybec Inc., est à la recherche d'un

Chef de Bureau - Comptable

pour son usine de Joliette

Sous l'autorité du Directeur de Division, le Chef de Bureau - Comptable planifie, organise, dirige et contrôle les activités de comptabilité générale et de prix de revient de l'entreprise.

Nous recherchons idéalement une personne:

- Possédant un titre de C.G.A. ou ayant obtenu un Bac en Commerce (option comptabilité).
- Possédant une expérience d'environ cinq (5) ans dans un poste similaire d'une entreprise d'envergure moyenne.
- Ayant travaillé dans un cadre informatique qui sera familière avec les contraintes qu'impose un système intégré en temps réel, dans un environnement multi-usager.
- Étant bilingue.

JOLICHAUX est principalement une usine de production de chaux vive et hydratée. Elle exploite une carrière, une section de concassage et tamisage et un procédé de calcination par fours rotatifs. De plus, l'usine produit la gamme complète d'aggrégats calcaires.

JOLICHAUX offre un salaire et une gamme d'avantages sociaux.

Les personnes qualifiées et intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard pour le 20 février à:

Directeur de Division
Graybec Inc.
C.P. 380
Joliette, Québec
J6E 3Z9

HYGIÉNISTE DENTAIRE

temps plein, travail certains soirs.

Salaire à discuter.

Doit avoir de l'entregent, cours terminé.

Fonctions:
— Assister le dentiste dans certains de ses traitements.

— Procéder à l'hygiène buccale des patients et démonstration des diverses mesures d'hygiène buccale.

Contactez:
Johanne Couture ou Marc Bélanger
654-9123

TECHNICIEN(NE) OU

AUXILIAIRE DENTAIRE

Expérience de deux ans minimale

Travail: finition de pièces coulées.

Excellentes conditions de travail. Salaire selon compétence.

Application traitée confidentiellement.

Faire parvenir votre curriculum vitae au:
Dépt 3611, Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Qué. G1K 7J6

Notre client, une entreprise manufacturière bien établie au Québec, est la recherche d'un

Représentant

Votre mandat consistera principalement à promouvoir la vente de produits manufacturiers utilisés dans le secteur de la construction. Vous serez également appelé à administrer un territoire (Gaspésie et Est du Québec), faire de la prospection et servir la clientèle déjà établie.

Pour bien remplir ce mandat, vous devez détenir un diplôme d'études secondaires et posséder une expérience d'au moins deux années dans la vente de matériaux de construction. De l'entregent, du dynamisme, de la détermination sont autant de qualités requises.

Ce poste est rehaussé d'une rémunération fixe allant de 23 000 \$ à 28 000 \$, selon votre expérience, d'une gamme complète d'avantages sociaux et d'une voiture de fonction.

Nous ferons suivre les demandes au client concerné. Veuillez inclure le nom des sociétés auxquelles nous ne devrions pas faire parvenir votre curriculum vitae. Prière d'indiquer clairement le numéro de référence MA3337 sur votre envoi. Seules les personnes dont la candidature sera retenue recevront un accusé de réception du client.

Notre client offre des chances d'emploi égales à tous.



CALA H.R.C. Ltée
Publicité confidentielle, 402
666, rue Sherbrooke Ouest
19^e étage
Montréal (Québec) H3A 1E7

DIRECTION DU MARKETING

L'ENTREPRISE

La Commission de transport de la Communauté urbaine de Québec, entreprise dynamique de transport de personnes comptant au-delà de 1 000 employés, est à la recherche d'un **directeur** ou d'une **directrice du Marketing**. Le titulaire de ce poste prendra charge de la nouvelle Direction du Marketing que la CTCUQ vient de créer au terme d'une démarche de planification stratégique réorientant la mission de l'entreprise.

LES TÂCHES

Le directeur ou la directrice du Marketing est principalement responsable:

- D'évaluer et de définir l'ensemble des besoins de transport collectif et para-collectif sur le territoire de la C.T.C.U.Q.
- De concevoir et de mettre en place les services requis, en fonction des besoins et attentes des différentes clientèles-cibles.
- D'élaborer des stratégies de marketing pour la mise en marché des produits actuels et futurs reliés au transport de personnes.

LES COMPÉTENCES

De formation universitaire en marketing, le candidat ou la candidate recherché(e) a acquis une solide expérience d'au moins une dizaine d'années dans ce secteur d'activités. Une bonne expérience en gestion de personnel est aussi requise.

Le candidat ou la candidate devra démontrer de réelles aptitudes à la créativité, à l'organisation, au leadership et avoir fait ses preuves par l'originalité de ses réalisations professionnelles.

Le salaire et les avantages sociaux sont compétitifs et reflètent l'importance qu'accorde l'organisme à ce poste.

Les personnes intéressées à participer à ce concours sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 12 février 1987 à l'adresse suivante:



CTCUQ
Direction générale, 720, rue des Rocailles
QUÉBEC (Québec) G2J 1A5

Réf.: Concours M 87-01



UN(E) DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)

ENDROIT: MONT-JOLI

NATURE DE L'ÉTABLISSEMENT:

L'Hôpital de Mont-Joli Inc. est un centre hospitalier de courte et de longue durée dont les certificats ont toujours été renouvelés par le Conseil canadien d'Agrément des hôpitaux depuis 1972. Ce centre comporte 490 lits, un réseau de pavillons d'accueil totalisant 141 lits et un atelier d'adaptation au travail. L'Hôpital de Mont-Joli Inc. offre des services de traitement externe en urgence, en psychiatrie et en réadaptation physique.

Les lits de courte durée sont destinés aux soins en psychiatrie aigüe, en réadaptation physique, en réadaptation des personnes victimes d'accident cérébro-vasculaire et en soins palliatifs.

L'Hôpital de Mont-Joli Inc. est appelé à jouer un rôle important dans la planification et la distribution des services de réadaptation physique et mentale dans toute la région du Bas-du-Fleuve et de la Gaspésie.

RESPONSABILITÉS:

Sous l'autorité du Conseil d'administration, le ou la directeur(trice) général(e) est responsable de l'administration de l'établissement, de l'élaboration et de la direction des programmes et des activités, le tout en conformité avec la Loi, les politiques et les directives émises par le Conseil d'administration et le ministère de la Santé et des Services sociaux.

LE (LA) CANDIDAT(E) RECHERCHÉ(E):

La personne recherchée devra avoir fait preuve d'habileté, de dynamisme, de "leadership" et de loyauté à un poste de cadre supérieur pendant au moins dix (10) ans. Elle aura démontré sa capacité de travailler en équipe dans une entreprise et avec une honnête collaboration dans le milieu.

Une excellente connaissance du réseau des Services de santé et des Services sociaux et une formation universitaire pertinente peuvent être des atouts importants.

RÉMUNÉRATION:

Selon les normes du ministère de la Santé et des Services sociaux. Classe salariale: 23

INSCRIPTION:

Veuillez faire parvenir votre offre d'emploi accompagnée de votre curriculum vitae à l'adresse suivante avant le 17 février 1987:

Concours - poste à la Direction générale
Conseil d'administration
Hôpital de Mont-Joli Inc.
800, avenue Sanatorium
Mont-Joli (Québec)
G5H 3L6

Enseignants

La Commission scolaire Kativik, desservant les communautés Inuit du Nouveau-Québec, recherche des enseignants qualifiés en prévision d'éventuels postes à combler pour l'année 1987-88.

Les candidats doivent détenir un brevet ou un permis d'enseignement équivalent au baccalauréat et valide au Canada.

Les titulaires doivent être polyvalents. Une expérience ou une formation dans une langue seconde est un atout certain.

La Commission offre en plus du salaire initial, une subvention de logement, des frais de réaménagement et une prime d'éloignement.

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature à l'adresse suivante:

Service des ressources humaines
La Commission scolaire Kativik
305, avenue Mimosa
Dorval (Québec)
H9S 3K5

Nous offrons des chances d'emploi à tous.

PRÉPARATEUR(TRICE) D'IMPÔT CONSEILLER(ÈRE)

temps plein ou partiel

LE TRAVAIL: remplir les déclarations d'impôt en présence des clients et les conseiller.

LA COMPAGNIE: une des plus grosses firmes en ce domaine, établie depuis plusieurs années à Québec.

EXIGENCES: étudiant(e) ou diplômé(e) ou BAC en administration des affaires avec cours de FISCALITÉ réussi, diplôme en technique administrative avec cours de FISCALITÉ réussi.

CONDITIONS: travail stable, salaire compétitif, base horaire, contact avec le public.

Envoyer curriculum vitae à:

Directeur du personnel
Dépt 3620
Le Soleil, 390, St-Vallier est
Québec G1K 7J6

BUREAUTIQUE

PHOTOCOMPOSITION • CAMERA

Étes-vous un(e) opérateur(trice) expérimenté(e)?

SI OUI

Contactez-nous au **529-4968**

Aussi postes disponibles pour opérateurs(trices) sur AES et IBM-PC

CONVERSION DE DISQUETTES 8"-5 1/4"-3 1/2"

INFORMATIQUE

BUREAUTIQUE

Gouvernement du Québec
Office des ressources humaines

Fonction publique du Québec

Période d'inscription
87-01-31 au 87-02-13

INFORMATIQUE

Agente ou agent de développement industriel en coopératives forestières - Grade I

Concours numéro 102G-603001 QB: A Québec

Ce concours vise à combler un emploi et au besoin, pendant au moins un an, un emploi semblable au ministère de l'Énergie et des Ressources dans la région administrative de Québec.

Attributions: Conseiller les intervenants concernant le développement du secteur coopératif forestier; participer à la croissance de l'économie du Québec en favorisant la consolidation, l'expansion et le développement des entreprises coopératives du secteur forestier.

Conditions d'admission: Diplôme universitaire de premier cycle en sciences économiques. 3 années d'expérience pertinente.

Inscription: Office des ressources humaines, 1039, rue De La Chevrotière, Québec, Qc G1R 5E9

Information: M. Pierre Bourget (418) 643-6477

Représentante ou représentant de l'Office de la Protection du consommateur - Grade II

Concours numéro 111G-451001 QB: A Gaspé

Ce concours vise à combler un emploi et au besoin, pendant au moins un an, des emplois semblables à l'Office de la protection du consommateur dans la région administrative du Bas-St-Laurent et de la Gaspésie.

Attributions: Surveiller l'application des lois administrées par l'Office en assurant du traitement des plaintes reçues; informer et éduquer le public consommateur en administrant des programmes régionaux de communications; représenter l'Office dans le domaine des relations publiques; assurer l'administration courante et l'organisation du bureau régional.

Conditions d'admission: Diplôme universitaire de premier cycle en consommation, en administration OU en sciences humaines. 3 années d'expérience pertinente.

Inscription: Office des ressources humaines, 1039, rue De La Chevrotière, Québec, Qc G1R 5E9

Information: M. Bruno Gagnon (ORH), (418) 722-3906

Ingénieure ou ingénieur en santé et sécurité du travail, domaines miniers ou géologiques - Grade II

Concours numéro 118G-963003 QB: A Chibougamau

Ce concours vise à combler un emploi et au besoin, pendant au moins un an, un emploi semblable à la Commission de la santé et de la sécurité du travail dans la région administrative du Saguenay Lac-St-Jean.

Attributions: Fournir l'expertise requise à l'application des lois et règlements en matière de santé et de sécurité du travail dans les mines souterraines, assister les établissements dans l'élaboration des programmes de prévention et en faire le suivi, favoriser la prise en charge par le milieu.

Conditions d'admission: Être membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec. 3 années d'expérience dans l'exercice des attributions de l'ingénieur en exploitation de mines souterraines, ayant permis l'acquisition de connaissances dans le domaine de la santé et de la sécurité du travail.

Inscription: Office des ressources humaines, 1039, rue De La Chevrotière, Québec, Qc G1R 5E9

Information: Mme Dominique Simard (418) 643-5963

*** Comment vous inscrire**

Il peut exister d'autres conditions permettant l'admission aux concours telles que la compensation de la scolarité par de l'expérience. Des renseignements supplémentaires, pertinents à chaque concours, sont disponibles dans les bureaux régionaux de l'Office des ressources humaines et auprès des personnes désignées à l'item "information".

L'inscription se fait à l'aide du formulaire "Offre de service" disponible dans les bureaux régionaux de l'Office et auprès des ministères et organismes gouvernementaux. L'offre de service doit être expédiée à l'adresse indiquée et accompagnée d'une photocopie des originaux des documents prouvant que les conditions d'admission sont satisfaites. Seules seront considérées les candidatures reçues durant la période d'inscription.

PHARMACIEN(NE)

Clinique médicale. Temps plein ou partiel. Horaire flexible. Baie-St-Paul.
Communiquer avec **Claude Rochette**, pharmacien
(418) 435-3944

ADMINISTRATEUR

demandé(e)

Jeune entreprise manufacturière de la région de Québec, recherche un investisseur pour assurer son programme d'expansion dans l'industrie du meuble.

La personne recherchée devra posséder une expérience qualifiable dans le monde des affaires et être en mesure de consacrer des heures de travail à l'intérieur de l'entreprise.

Envoyer curriculum vitae à l'adresse suivante:

MAISON HAUT-BOIS INC.
3815, boul. Hamel ouest, suite 150
Les Saules (Québec)
G2E 2H2 Tél.: 871-7530
Att.: M. Luc Frenette

L'IMPÉRIALE, institution financière d'envergure recherche

(2) DIRECTEURS ADJOINTS

- Excellente opportunité
- Vente et gestion

En toute confiance:

GILLES DÉRY, dir.
529-8856

C'est formidable!**PROGRAMME DE FORMATION****Technicien de marine (Génie)**

Un programme commun de l'Institut de marine du CEGEP de Rimouski et des Forces armées canadiennes.

LES AVANTAGES DU PROGRAMME...

Ce programme offre à l'étudiant du secondaire une éducation subventionnée débouchant sur un emploi dans la Marine canadienne avec un avancement très rapide.

LES EXIGENCES DU PROGRAMME...

Vous devez remplir les conditions d'admission de l'Institut de marine du CEGEP de Rimouski. Les cours de niveau secondaire suivants sont requis : français 522, mathématiques 522 et physique 422. Vous devez aussi satisfaire à la norme d'entrée des Forces canadiennes. Vous devrez effectuer trois ans de service obligatoire dans les Forces canadiennes après avoir obtenu votre diplôme.

C'est votre choix, votre avenir

Pour plus de renseignements, visitez le centre de recrutement le plus près de chez vous ou téléphonez-nous à frais virés. Consultez les Pages jaunes sous la rubrique « Recrutement ».



**LES FORCES
ARMÉES
CANADIENNES**

Canada

ASSOCIATION TOURISTIQUE DU BAS-SAINT-LAURENT

L'Association sollicite les candidatures d'un
DIRECTEUR (TRICE) GÉNÉRAL(E)

Fonctions:

Sous la responsabilité du Conseil d'Administration, le(a) directeur(trice) sera appelé(e) à exercer les fonctions suivantes:

- 1° Assurer la concertation de l'intervention touristique au Bas-Saint-Laurent;
- 2° Coordonner la promotion et la mise en marché de l'offre touristique régionale;
- 3° Définir et réaliser les priorités d'aménagements en collaboration avec les gens du milieu;
- 4° Fournir les services pertinents aux intervenants touristiques membres de l'A.T.R.;
- 5° Assurer l'autofinancement et la saine gestion de l'organisme;
- 6° Assumer la direction du personnel de l'Association et superviser les différents dossiers traités.

Exigences:

- Posséder un diplôme universitaire de premier cycle en gestion et intervention touristique, en géographie ou autres disciplines connexes.
- Afficher une grande disponibilité.
- Posséder une connaissance valable de la région.
- Être disposé(e) aux relations publiques.
- Être familier (ère) avec les principes de l'administration.
- Disposer d'un esprit de synthèse.
- Avoir la capacité de diriger efficacement une équipe de travail.

Veillez adresser votre offre d'emploi accompagnée d'un curriculum vitae à:

ASSOCIATION TOURISTIQUE DU BAS-SAINT-LAURENT
506, rue Lafontaine, 3e étage
Rivière-du-Loup (Québec)
G5R 3C4
Tél.: (418) 867-1272

À l'attention du comité de sélection.

Votre demande doit parvenir au plus tard le 13 février 1987 à 13h.

Salaire à partir de 28 000\$ selon la compétence et l'expérience.

Compagnie hautement considérée dans son domaine, à la recherche d'un(e)

DIRECTEUR(TRICE)**SERVICES FINANCIERS ET ADMINISTRATIFS**

Sous l'autorité du président-directeur général, cette personne ressource se verra confier la gestion de la comptabilité, du crédit et d'une partie de l'administration.

Qualifications: Comptable agréé(e) possédant une bonne expérience en administration.

Il/elle fait preuve de maturité, est bilingue, autonome, habile et possède l'entregent nécessaire. Qualités qui lui permettront d'accéder rapidement à des fonctions de haute direction.

Salaire intéressant et excellentes conditions de travail.

Faites parvenir votre curriculum vitae accompagné de références au:

Dépt 3619

Le Soleil, 390, St-Vallier est, Québec G1K 7J6



Une filiale de SSQ, Mutuelle d'assurance-groupe, spécialisée dans l'acquisition et la gestion d'immeubles résidentiels et commerciaux, désire combler le poste suivant:

CHEF DE LA COMPTABILITÉ**FONCTIONS:**

- Planifie, dirige, coordonne et contrôle, sous la responsabilité du trésorier, les activités reliées aux opérations comptables.
- Est responsable de la préparation des états financiers et de leur analyse.
- Participe à la préparation des budgets et en assure le suivi.
- Participe à la préparation des dossiers fiscaux.

QUALIFICATIONS:

- Détenir un diplôme universitaire en sciences de l'administration.
- Avoir au minimum deux années d'expérience pertinente à la fonction.
- Avoir de l'expérience sur des systèmes de gestion opérant dans un environnement de micro-informatique.
- La préférence sera accordée aux membres d'une association reconnue de comptables.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

- Salaire selon les qualifications et l'expérience.

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae accompagné des relevés de notes et des attestations d'études au plus tard le 11 février 1987 au:

Directeur des ressources humaines
SSQ, Mutuelle d'assurance-groupe
Case postale 10500
Sainte-Foy (Québec)
G1V 4H6

TECHNICIEN EN ADMINISTRATION

avec spécialité en TRANSPORT recherche entreprise dans la région de Québec ayant besoin d'une personne dynamique, responsable avec sens de l'initiative.
Ecrire ou téléphoner à:
1190, de Lavergerie, #10
Ste-Foy, Qué. G1V 3Y5
Tél.: 651-4479

PHARMACIEN(NE)

demandé(e)

Temps plein.
Faire parvenir curriculum vitae à:

P. Roy
C.P. 388
Carleton, cté Bonaventure
G0C 1J0
ou téléphonez après 18h au (418) 364-3955



Société immobilière du Québec

Vérificateur des systèmes informatiques

La Société immobilière du Québec est une société d'État dont le mandat est d'acquiescer et de gérer avec rentabilité un important parc immobilier nécessaire aux activités des ministères et des organismes publics désignés par le gouvernement du Québec.

Le poste:

Sous l'autorité du Directeur de la vérification interne, le titulaire de ce poste devra développer et réaliser les programmes de vérification interne reliés au secteur de l'informatique, c'est-à-dire des systèmes en développement et en opération, les modifications de systèmes, l'administration des données, l'exploitation, la sécurité, les normes et la gestion de projets informatiques. Il aura à évaluer les mécanismes de contrôle interne et recommander les mesures appropriées visant à améliorer l'environnement informatique ou corriger toute anomalie décelée.

Les qualifications requises:

Détenir un diplôme universitaire de premier cycle en informatique, en administration avec spécialisation en comptabilité ou dans une autre discipline appropriée. Posséder une expérience en vérification de systèmes informatiques ou en analyse de systèmes informatiques. Une grande expérience et une compétence reconnue en informatique peuvent suppléer à l'absence de diplôme universitaire.

Rémunération:

Salaire pouvant atteindre 43 101,00 \$ (échelle sous révision) et un intéressant régime d'avantages sociaux.

Lieu de travail: Québec

Candidatures: Les personnes intéressées doivent présenter leur curriculum vitae accompagné d'une copie de leurs attestations de scolarité au plus tard le 10 février 1987 à: **M. Serge Yockell, Direction des ressources humaines, Société immobilière du Québec, 475, Saint-Amable, 5^e étage, Québec (Québec) G1R 4X9.**



Le Centre de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

OFFRE D'EMPLOI**POSTE:****DIRECTEUR(TRICE) DE LA PROTECTION DE LA JEUNESSE**

CONCOURS NUMÉRO: C-8/86

UNITÉ DE TRAVAIL: Bureau régional - Amos

NATURE DU POSTE:

Sous l'autorité du Directeur général, le titulaire du poste est responsable, dans le cadre des différentes lois appliquées, de la Protection de la jeunesse, de la Loi sur les jeunes contrevenants ainsi que l'Adoption. Il doit s'assurer que les jeunes concernés par ces lois reçoivent les services sociaux auxquels ils ont droit.

FONCTIONS:

- Voir à l'élaboration des normes et standards de pratique professionnelle relatifs à la Protection de la jeunesse. Il (elle) fournit les expertises, le support et les corrections nécessaires à la compréhension des programmes, politiques et procédures; à la solution des difficultés qui surviennent au niveau de la distribution des services.
- Gérer les différents services rattachés au bureau de la Protection de la jeunesse, notamment:

- le service de Protection: réception et traitement des signalements, évaluations-orientations, révisions, tutelles sociales
- le service des Jeunes contrevenants: accueil, liaison avec le Tribunal de la jeunesse, expertise préjudiciaire, intervention minimale
- le service d'urgences sociales
- le service d'Adoption-retrouvailles.

- S'assurer que les services sont rendus en complémentarité avec les autres organismes ou établissements de la région.
- Participer à l'établissement des objectifs généraux de l'Établissement.
- Exercer une autorité fonctionnelle sur les services de prise en charge des enfants en besoin de protection.
- Effectuer toute autre tâche connexe, à la demande de son supérieur immédiat.

EXIGENCES:

- Diplôme universitaire de 2^e cycle en sciences humaines ou dans une discipline connexe.
- Expérience professionnelle pertinente de cinq (5) ans, dont deux (2) ans dans un poste de cadre supérieur.

QUALITÉS**PERSONNELLES:**

- Leadership et compétence
- Capacité démontrée d'animation
- Capacité d'entretenir des relations harmonieuses avec les autres directions du C.S.S. et avec les établissements et organismes concernés
- Aptitude pour la gestion de personnel

CONDITIONS: Selon l'échelle de rémunération des cadres du réseau des Affaires sociales, classe 18 (42 518\$/59 935\$ - révision due au 86-07-01).

Faire toute demande avant le 6 février 1987, à 16h30, à l'adresse suivante:

Le Directeur général

Centre des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
341, Principale nord, 5^e étage
Amos (Québec)
J9T 2L8

AFFICHAGE:

du 26 janvier au 6 février 1987 inclusivement.

Amos, le 22 janvier 1987.

PROFESSEURS

L'Université du Québec à Chicoutimi désire combler trois postes de professeurs dans ses départements de sciences économiques et administratives et de sciences humaines. En voici une brève description:

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET ADMINISTRATIVES:

- Un professeur régulier à temps complet pour assurer de l'enseignement en comptabilité financière et en théorie comptable.
Il devra être titulaire d'une maîtrise ou de l'équivalent soit l'accréditation d'une corporation professionnelle reconnue et posséder une expérience d'au moins cinq ans.
- Un professeur régulier à temps complet en marketing, titulaire d'un doctorat ou d'une maîtrise M.B.A., plan B ou M.Sc. en marketing et possédant une expérience de deux ans.

Ces professeurs participeront également aux tâches habituelles du corps professoral: recherche, administration et service à la communauté.

SCIENCES HUMAINES (Sciences sociales)

- Un professeur pour le programme de premier cycle en sciences sociales qui pourra articuler les aspects théoriques, méthodologiques et pratiques dans une variété de domaines afférents au développement régional. Ce professeur sera titulaire d'un doctorat en sociologie ou en sciences politiques et possèdera une expérience de l'enseignement et de la recherche universitaire. Il devra travailler en équipe dans une perspective pluri et interdisciplinaire en vue de la formation professionnelle d'agents de développement régional.

MODALITÉS GÉNÉRALES:

- Ces postes sont accessibles aux hommes et aux femmes
- Les conditions de travail et de traitement sont régies par une convention collective
- Entrée en fonction: le 1^{er} juin 1987
- On a jusqu'au 1^{er} mars 1987 pour faire parvenir son offre de service au: Doyen de la gestion académique, Université du Québec à Chicoutimi, 555, boulevard de l'Université, Chicoutimi (Québec) G7H 2B1.



Université du Québec à Chicoutimi

Un groupe d'entreprises de la région de Charlevoix
recherche un(e)

CONTRÔLEUR

Le défi:

Sous l'autorité du président, le contrôleur sera chargé de planifier, coordonner et contrôler toutes les activités financières et comptables des entreprises.

Exigences:

- Un titre comptable reconnu
- Expérience minimale de 2 ans
- Capacité de travailler en équipe
- Initiative et détermination

Rémunération:

- Salaire concurrentiel
- Gamme complète d'avantages sociaux (incluant automobile)

Faire parvenir votre curriculum vitae à l'attention du président, avant le 6 février 1987 à:

Casier postal 459
Baie-St-Paul, Qc
G0A 1B0

SECRÉTAIRE JURIDIQUE

demandé(e) pour bureau d'avocats
1 à 2 années d'expérience. Poste temporaire temps plein.
Faire parvenir curriculum vitae avant le 9 février 1987 au:
425, boul. Charest est, suite 52
Québec G1K 3H9
à s. Mme Lachance

TECHNICIEN EN CHIMIE

Une entreprise dynamique de la région de Québec recherche un technicien en chimie.

Exigences:

- DEC en chimie (DEC en chimie teinture serait préférable)
- Expérience de deux ans comme contrôleur de qualité

Fonctions:

Le candidat aura à planifier, organiser, diriger et contrôler la qualité dans un département de traitement chimique.
Salaire à discuter
Faire parvenir votre curriculum vitae au:

Dépt 3609, Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Que. G1K 7J6

DIRECTEUR(Trice) JUNIOR CENTRE D'ACHATS

LIEU DE L'EMPLOI:

Ville de Québec

Nous sommes à la recherche d'une personne dynamique désirant faire carrière dans le domaine immobilier et commercial.

QUALIFICATIONS:

- DEC en administration option marketing et/ou expérience dans la vente au détail
- Maîtrise de la langue française et anglaise, parlée et écrite

Veuillez transmettre votre curriculum vitae en français et anglais.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION:

9 février 1987.

Dépt 3616 - Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Que.
G1K 7J6

SECRÉTAIRE

demandé(e)
Rive sud à Charny - A temps partiel
Dactylographie avec connaissance Xerox 627
Faire parvenir C.V. à:
CONSULEC LTÉE
1735, Place de l'Anse, Charny G6W 5S2
À l'attention de M. Etienne Cléche.

CONTREMAÎTRE (EQUIPE DE NUIT)

Fonctions: Répondre à la clientèle, appliquer la garantie, capable de diriger équipe de 6 hommes.
Expérience: Expérience comme aviseur de service ou commis de pièces chez un dépositaire automobile. Références exigées.
Téléphonez le mardi 3 février au 688-1212 Claude Doyon



ville de
CHARLESBOURG

URBANISTE AMÉNAGEMENT ET TRANSPORT

FONCTIONS:

Le (la) titulaire du poste effectuera des recherches sur les composantes économiques, physiques et sociales de la municipalité en vue d'élaborer des plans et programmes d'urbanisme reliés à l'aménagement du territoire et à la planification de son développement. Il (elle) collaborera également à l'étude de la réglementation existante en matière de lotissement, de zonage et de construction.

EXIGENCES:

- Avoir complété une formation de niveau universitaire en aménagement du territoire ou en urbanisme.
- Posséder un minimum de trois années d'expérience pertinente au travail.

La préférence sera accordée aux résident(e)s du territoire de Charlesbourg.

TRAITEMENT:

Selon la convention collective en vigueur. Salaire annuel à l'embauche: 23 527\$ (en révision). Avantages sociaux habituels.

INSCRIPTION:

Faire parvenir votre curriculum vitae au plus tard le 13 février 1987 au:

Service du personnel
Ville de Charlesbourg
7575, Henri-Bourassa
Charlesbourg (Québec)
G1H 3E7



SOBEYS STORES LIMITED est une des sociétés les plus importantes dans le domaine de l'alimentation (gros et détail), dont le siège social est situé dans les Maritimes. Elle est composée de 85 supermarchés dans les provinces maritimes et en Gaspésie, au Québec. On prévoit que les ventes se chiffreront à plus d'un milliard de dollars cette année. Sobeys ouvrira un nouveau supermarché à Rivière-du-loup et est à la recherche d'employés qualifiés qui seront en mesure d'offrir à sa clientèle un service unique et personnalisé.

Des postes à temps plein sont disponibles dans les rayons suivants:

ÉPICERIE
LÉGUMES
VIANDE
FLEURS

BOULANGERIE
COMPTOIR-LUNCH
CAISSES
CHARCUTERIE

Si vous êtes dynamique et ambitieux, que vous possédez de l'expérience dans un des domaines énumérés ci-haut et que vous désirez poursuivre une carrière stimulante au sein d'une société de supermarchés, c'est avec Sobeys que vous pouvez atteindre vos objectifs. Sobeys offre non seulement des salaires compétitifs et une gamme complète d'avantages sociaux, mais aussi des programmes approfondis de formation pour favoriser votre carrière et votre développement personnel.

Si vous possédez les qualifications requises et que vous désirez faire carrière au sein d'une importante société, bien établie, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

M. David Fearon
Sobeys Stores Limited
Québec Division Office
14, rue Ste-Germaine est
Rimouski (Québec)
G5L 7R1

Centre de Santé de Témiscaming



Infirmier(ère) en santé au travail

STATUT: Permanent temps partiel.

EXIGENCES:

- Baccalauréat en Nursing ou certificat d'études universitaires en santé communautaire et un diplôme d'études collégiales d'infirmière.
- Être membre de l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec.
- La connaissance de la langue anglaise est un atout.

CONTEXTE:

Ce poste n'est pas à temps plein. Cependant, le(la) candidat(e) retenu(e) sera susceptible d'augmenter le nombre d'heures de travail par semaine en effectuant certaines tâches reliées à l'hygiène industrielle.

SALAIRE:

Selon la convention collective: De 414,05\$ à 535,50\$ par semaine de 35 heures. Echelon 3 - en voie de révision.

PRIMES:

Une prime de disparité régionale pouvant atteindre 2,497\$ /heure.

Les candidat(e)s intéressé(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 23 février 1987 au:

CENTRE DE SANTÉ DE TÉMISCAMING
180, rue Anvik, C.P. 760
Témiscaming (Québec) J0Z 3R0

LA COMPAGNIE PERSPECTIVE TRAVAIL

CONSEILLERS EN
RESSOURCES HUMAINES

Une entreprise spécialisée en bureautique désire recruter un

DIRECTEUR GÉNÉRAL (35 000 \$ à 50 000 \$)

pour prendre charge de sa succursale de Québec.

Vos principales fonctions à ce titre sont de gérer, planifier et contrôler les activités de l'entreprise, tout comme développer le marché des PME, commercialiser l'image de l'entreprise et superviser une vingtaine d'employés.

Vous êtes un gestionnaire possédant de sept à dix ans d'expérience pertinente, bon communicateur, bilingue et orienté vers le marketing et vous avez une bonne connaissance de l'informatique.

Votre dynamisme et votre détermination vous permettront d'être à la hauteur des défis que comporte ce poste.

Veuillez acheminer votre curriculum vitae en toute confiance, en référant au dossier #86-280, à:

R. Jacques Plante
PERSPECTIVE TRAVAIL INC.
2, Place Québec, Suite 408, Québec G1R 2B5
Tél. (418) 647-4700



Cégep de Lévis-Lauzon
205, Mgr-Bourget, Lauzon (Lévis) Qué.
G6V 6Z9 (418) 833-5110

CONCOURS NO 348 CONSEILLER(ÈRE) EN INFORMATION SCOLAIRE ET PROFESSIONNELLE SERVICE AUX ÉTUDIANTS

Sous l'autorité du Directeur des services aux étudiants, la personne recherchée effectuera, notamment les tâches suivantes auprès de la clientèle étudiante:

- Assiste et communique individuellement et collectivement aux étudiants, par le biais d'entrevues et de chroniques régulières, l'information reliée au milieu universitaire, aux programmes professionnels et aux perspectives de carrières.
- Développe l'aide à fournir en I.S.E.P. par l'organisation de panels, conférences, journées-carrières.
- Accomplit également des tâches d'A.P.I. (aide pédagogique individuel).
- Participe à des comités en relation avec sa fonction.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Diplôme universitaire terminal de premier cycle dans un champ de spécialisation appropriée, notamment en:

- Sciences de l'éducation
- Information scolaire et professionnelle
- Psychologie
- Orientation

Sens de l'organisation et de l'animation; habileté au travail d'équipe et bonne communication; capacité de mémoriser et structurer l'information et aptitude à rédiger et synthétiser des textes.

TRAITEMENT:

Selon la convention collective des professionnels non-enseignants:

MINIMUM: 28 858,00\$ (en révision)
MAXIMUM: 38 961,00\$

Toute personne peut se porter candidat(e) en faisant parvenir un curriculum vitae détaillé au Service du personnel au plus tard le 6 février 1987, 16h00.

CONCOURS NO 348
Service du personnel
CÉGEP Lévis-Lauzon
205, Mgr-Bourget
Lauzon, QC
G6V 6Z9

LA COMPAGNIE PERSPECTIVE TRAVAIL

CONSEILLERS EN
RESSOURCES HUMAINES

Une importante société immobilière canadienne recherche pour son bureau de Québec un

AGENT DE LOCATION (25 000\$ à 30 000\$)

Les principales responsabilités rattachées à ce poste sont la location d'espaces à bureau et de centre d'achat ainsi que le développement des affaires.

Vous possédez un minimum de 5 années d'expérience dans des fonctions similaires d'agent de location de centre commercial et avez des habiletés particulières pour la vente.

Vous détenez un diplôme universitaire en commerce avec une spécialisation en administration ou marketing et vous êtes bilingue.

De plus, vous êtes intéressé à faire carrière au sein d'une telle entreprise et souhaitez accéder à d'autres responsabilités.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance, en référant au dossier no. 86-265, à

R. Jacques Plante
PERSPECTIVE TRAVAIL INC.
2, Place Québec, Suite 408, Québec G1R 2B5
Tél.: (418) 647-4700

Représentant des ventes (Dossier D-450)

Vous aurez à traiter avec les directeurs de publicité ainsi que les gestionnaires de commerces de détail, afin d'offrir les différents services de Messageries Publi-Maison, chef de file dans son domaine.

Vous avez eu à travailler dans un environnement où les produits doivent tourner rapidement et où le respect des dates limites et le souci du détail sont extrêmement importants. Vous assumerez un service soutenu aux clients.

Vous êtes dynamique et ambitieux(se), et vous avez su faire preuve dans vos emplois antérieurs, d'autonomie, d'initiative et de détermination dans l'atteinte de vos objectifs.

Vous possédez une formation en marketing et un minimum de cinq années d'expérience dans la vente. Le bilinguisme est essentiel.

Nous offrons un excellent salaire ainsi qu'une gamme complète d'avantages sociaux. Vous êtes prié(e) de faire parvenir votre curriculum vitae en mentionnant le numéro de dossier D-450, au:

Service des ressources humaines
375, boulevard Lebeau
Saint-Laurent (Québec) H4N 1S2

Groupe
Transcontinental
G.T.C. Ltée

Messageries Publi-Maison, filiale du Groupe Transcontinental G.T.C. Ltée, la plus importante entreprise de distribution de porte en porte au Québec, recherche pour sa nouvelle succursale, située dans la région de la ville de Québec, un



LE CENTRE HOSPITALIER STE-MARIE DE TROIS-RIVIERES

un établissement de santé régional de soins spécialisés, comptant une équipe de 1,300 collaborateurs (collaboratrices) et offrant des services à plus de 80,000 clients (clientèles) internes ou externes, sur une base annuelle, est à la recherche d'une personne

pour agir à titre de

ADJOINT(E) ADMINISTRATIF(VE)

à sa direction des soins infirmiers
(concours 1087)

SOMMAIRE DES RESPONSABILITÉS:

Sous l'autorité de la directrice des soins infirmiers, le titulaire du poste intervient au niveau de la gestion des ressources humaines, matérielles et financières de la direction des soins infirmiers. Les défis du poste s'actualisent surtout au niveau du contrôle du budget, de la sélection et des mouvements des effectifs ainsi que de la planification ou de la coordination des changements organisationnels.

EXIGENCES:

- Posséder des études collégiales en soins infirmiers et un baccalauréat en sciences administratives ou dans une discipline connexe.
- Avoir une expérience administrative minimale de trois années dans un poste cadre de niveau intermédiaire "senior".
- Être membre en règle de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec.
- Faire preuve de leadership, d'expression verbale et écrite ainsi que d'esprit de synthèse et d'analyse.

RÉNUMÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX:

Selon l'échelle salariale prévue au ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec.

Toute personne intéressée est priée de faire parvenir son curriculum vitae, qui sera étudiée avec attention et confidentialité, AVANT LE JEUDI 12 FÉVRIER 1987, à 16h30, à l'adresse suivante:

DIRECTION DU PERSONNEL
Centre hospitalier Ste-Marie
1991, boulevard du Carmel
TROIS-RIVIERES (Québec)
G8Z 3R9

N.B.: Prière de mentionner le numéro du concours sur l'enveloppe



Le Centre de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

CENTRE DE SERVICES SOCIAUX DE L'ABITIBI-TÉMISCAMINGUE OFFRE D'EMPLOI

CONCOURS NUMÉRO: 55/86

POSTE:

TRAVAILLEUR(EUSE) SOCIAL(E)

PROGRAMME:

Multidisciplinaire

UNITÉ DE TRAVAIL:

Matagami

NATURE DU POSTE:

La personne choisie sera responsable de la distribution des services sociaux à la population de cette région et ce, dans le cadre des programmes Enfance-Famille, Adultes et Personnes âgées, Protection de la jeunesse, Jeunes contrevenants et Ressources non-institutionnelles. Elle aura à faire des évaluations à caractère psychosocial, à élaborer des plans d'intervention selon la problématique identifiée, à effectuer les prises en charge et à recruter les ressources (familiales d'accueil) nécessaires à l'accueil des bénéficiaires.

EXIGENCES:

- Détener un diplôme universitaire de 1er cycle en Service social.
- Avoir une expérience pertinente au niveau de la prise en charge de familles en perte d'autonomie et de thérapie familiale, ainsi que la prise en charge et de surveillance de placements d'enfants et d'adolescents.
- Capacité d'autonomie et de travailler seul(e) en région éloignée.
- Posséder un permis de conduire et devoir mettre une automobile à la disposition du CSS pour les fins du travail, à l'embauche.

CONDITIONS:

Salaire, avantages sociaux et autres conditions d'emploi, selon la convention collective en vigueur au CSSAT.

DISPONIBILITÉ:

Immédiate

Faire toute demande avant le 6 février 1987, à l'adresse suivante:

Service du personnel
Centre de services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue
341, Principale nord, 5e étage
Amos (Québec)
J9T 2L8

Amos, le 20 janvier 1987.

TRAVAILLEUR(EUSE) DE RUE
Intervention auprès des adolescents en milieu naturel (région de Lévis).
Établir relations significatives avec les jeunes, écoute, information, références et support technique.
Information: Jusqu'au 4 février midi, à Michel Bégin 837-9331



Le Château Frontenac

Est à la recherche d'un(e)

CHEF DE PARTIE, SAUCIER ET RÔTISSEUR

pour son restaurant Le Champlain

Exigences:

- Formation en cuisine professionnelle.
- 6 ans d'expérience similaire minimum.
- Sens des responsabilités et leadership.
- Connaissances en cuisine nouvelle et classique.

Faites parvenir votre curriculum vitae avant le 15 février 1987 au:

Directeur du personnel
1, rue des Carrières
Québec G1R 4P5

TECHNICIEN(NE) EN INSTRUMENTATION H.V.A.C.

(électrique, pneumatique, électronique)

75% du travail fait à l'extérieur.

EXPÉRIENCE: minimum 2 ans

DIPLOME REQUIS: DEC

Faire parvenir c.v. au:

Directeur du personnel
C.P. 188
Neufchâtel, Qué.
G2B 3W7

SECRÉTAIRE AGENT DE BUREAU

Fonctions:
Dactylo, téléphoniste, mise à jour de listes d'abonnés(e)s ainsi que divers travaux de bureau.

Qualifications:

- Posséder un diplôme en technique de secrétariat.
- Minimum de 2 ans d'expérience pertinente.
- Maîtriser le français et l'anglais écrit et parlé.
- Autonome, débrouillarde.

Remunération: 300\$ par semaine
Si l'ouvrage ne vous fait pas peur et si le contact de la PME en croissance vous plaît, faites parvenir votre curriculum vitae avant le 11 février 1987 à:

REVUE QUEBEC VERT
C.P. 554
Limoulu, Québec
G1L 4W4

TECHNICIEN(NE)S en évaluation foncière

5- postes:

- Evaluations résidentielles**
- Expérience requise dans l'évaluation pour le financement hypothécaire.

3- postes:

- Evaluation commerciale**
- Expérience requise dans l'évaluation de propriétés, multi-familiales, commerciales et industrielles.

Postes permanents:

- Salaire et conditions avantageux.
- Disponibilité pour le 9 février 1987.

Communiquer avec M. Daniel Dumont

Jour: 653-9937

Soir: 871-7347



Les Evaluations hypothécaires inc.

1385, Galilée
Québec G1P 4G4

Suite à la demande grandissante d'abris fiscaux de la part de nos investisseurs au Québec, notre compagnie ouvre ses horizons sur de nombreux produits principalement axés sur l'immobilier et est à la recherche de:

REPRÉSENTANT(E)S

Détenteur ou en voie d'obtention d'un permis de la Commission des valeurs mobilières du Québec.

De plus, le (la) candidat(e) idéal(e) devra posséder les aptitudes suivantes:

- Dynamisme
- Facilité d'expression verbale.
- Facilité de relation interpersonnelle.
- Sens de la planification et d'organisation.
- Un atout souhaité, expérience dans le domaine de la vente.

Veillez nous faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

Attention: Madame Diane Jacobson
2360, chemin Sainte-Foy, bureau 410
Sainte-Foy (Québec)
G1V 4H2



OFFRE D'EMPLOI

CENTRE HOSPITALIER ST-FRANÇOIS D'ASSISE

PHARMACIEN(NE)

(temps complet permanent)

Le CENTRE HOSPITALIER ST-FRANÇOIS D'ASSISE est un établissement de soins généraux de courte durée, de 73 lits.

NATURE DE LA FONCTION

Sous l'autorité du chef du département qui est également pharmacien(ne), le titulaire devra exécuter les différentes tâches reliées à son champ d'activités à l'intérieur de l'officine et conseiller les praticiens de la santé sur l'utilisation de la médication.

EXIGENCES

- Membre en règle de sa Corporation.
- Une expérience pratique comme pharmacien(ne) dans un centre hospitalier et/ou un diplôme en pharmacie d'hôpital seront des atouts appréciés.

RÉMUNÉRATION

Le salaire est établi en fonction des normes du ministère de la Santé et des Services sociaux.
Les personnes intéressées devront faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le 16 février 1987 à l'adresse suivante:

Monsieur Bernard Guyot
Directeur des Ressources humaines
CH St-François d'Assise de La Sarre
679, 2e Rue est
LA SARRÉ (Qc) J9Z 2X7

Représentant(e) technique

HONEYWELL une entreprise de haute technologie jouissant d'une enviable réputation de chef de file et reconnue comme la plus importante entreprise d'entretien mécanique au monde recherche un(e) représentant(e) de service.

Sommaire des responsabilités:

- Effectuer l'entretien des systèmes de contrôle de température d'ambiance, de même que la maintenance des systèmes de chauffage, ventilation et climatisation.

Qualifications:

- DEC en mécanique du bâtiment, instrumentation et contrôles ou frigoriste licencié avec expérience en entretien mécanique.

Nous offrons:

- Salaire concurrentiel.
- Gamme complète d'avantages sociaux incluant allocation d'automobile.
- Excellentes possibilités d'avancement.

Pour qu'il soit considéré immédiatement, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à: Julien Côté, Honeywell Limitée, 100, boul Montcalm, Candiac (Québec) J5R 1B7.

Honeywell

IMPORTANT MÉDECINS demandé(e)s

Suite au mandat accordé au CRSSS, par le ministère de la Santé et des Services sociaux, une entente a été signée avec le CRSSS qui permet à Cogera Inc. "Télé Médic" d'offrir une nouvelle tarification très avantageuse aux médecins désireux(les) de faire des visites médicales d'urgence à domicile.

Contactez: M. Normand, Directeur général

TÉLÉ MÉDIC

687-9911

DIRECTEUR D'USINE

Notre compagnie spécialisée dans la fabrication de roues pour équipement de manutention est à la recherche d'une personne bilingue pour prendre en charge ses opérations de production, de contrôle de la qualité, d'achat, de recherche et développement.

La personne devra posséder quelques années d'expérience dans le moulage de plastique par injection et détenir un diplôme universitaire en génie mécanique ou industriel. La connaissance du moulage de l'aluminium sous pression serait un atout.

Les candidats intéressés sont priés de faire parvenir leur curriculum vitae avant le 13 février 1987 à:

SOCIÉTÉ MANUFACTURIÈRE ROMA INC.
4600, 12e AVENUE, C.P. 1154
SHAWINIGAN-SUD, QC
G9P 4E8

GRAPHISTE-ILLUSTRATEUR(E) DE MODE FÉMININE (À LA PIGE)

Concevoir et réaliser l'illustration et le texte publicitaire pour les médias écrits.

PRÉREQUIS:

- Posséder un DEC ou un BAC en communication graphique ou tout autre équivalent.
- Minimum de 3 ans d'expérience.
- Très bonne connaissance de la langue française.
- Joindre à votre curriculum vitae un exemple d'illustration de mode.

Faites parvenir votre dossier avant le 5 février 1987 à:

Dépt 3617 - Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Qué.
G1K 7J6

ACHETEUR

CENTRE HOSPITALIER DE LA BAIE D'HUDSON (CH ET CSS)

TYPE D'ÉTABLISSEMENT:

Le Centre hospitalier Innuilivik est un établissement de 25 lits comprenant des soins de courte et longue durée. Il est situé sur la côte est de la Baie d'Hudson. Le centre administratif, situé à Povungnituk, dirige sept dispensaires, de Kuujuarapik à Salluit.

SOMMAIRE DE LA FONCTION:

Sous la direction du Directeur des Services auxiliaires, l'acheteur est responsable de planifier, coordonner et contrôler les activités relatives à l'achat dans le but d'assurer l'approvisionnement de l'établissement et des dispensaires.

EXIGENCES:

Diplôme d'études collégiales en administration ou expérience équivalente. Un (1) an d'expérience dans le domaine des achats ou de l'approvisionnement, une bonne connaissance de l'anglais et du français, parlé et écrit. Expérience en milieu isolé et particulièrement de la population autochtone serait un atout.

CONDITIONS:

- Salaire: selon les normes du MSSS.
- Prime d'éloignement.
- Logement gratuit.
- Sorties annuelles: trois (3) ou quatre (4) par année (transport inclus).

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 13 février 1987 à l'adresse suivante:

Agent du Personnel
Centre hospitalier Innuilivik
Povungnituk (Québec)
J0M 1P0

SPÉCIALISTES ET REPRÉSENTANTS

La firme INFO-CAP 2000, spécialiste dans la vente de micro-ordinateurs de HAUTE GAMME et de systèmes intégrés de Gestion, recherche pour ses services de vente et de développement, du personnel qualifié permanent.

Représentants

Région de Québec: 3 Région Rive Sud: 1

Exigences:

Posséder une automobile et avoir une expérience pertinente en informatique.

PROGRAMMEUR ANALYSTE

Lieu de travail: Québec et les environs

Exigences:

3 à 5 années d'expérience dans la conception et le développement informatique à l'aide de logiciels, tels que LOTUS 1.2.3., DBASE III et réseaux locaux.

La firme INFO-CAP 2000 vous assure:

- Un plan de carrière et des possibilités d'association au développement du groupe;
- D'excellentes conditions de travail et de rémunération;
- Un intérêt au développement de votre carrière.

Nous vous assurons la confidentialité et notre intérêt.

Faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse suivante:

INFO-CAP 2000 ENR.
1415, boul. Charest ouest, suite 205
QUÉBEC (Québec)
G1N 4N7

ASSISTANT(E) DENTAIRE

Temps complet (32 heures minimum).
Cours ou expérience obligatoire.
Beauport.

Tél.: 661-9375

SHAKLEE VENDEUR(EUSE)S

Devenez distributeur(trice)s indépendant(e)s.

R. Delisle
842-8364

HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL

Centre hospitalier universitaire de soins spécialisés et ultra-spécialisés d'enseignement et de recherche

annonce le concours pour le poste de

DIRECTEUR(TRICE) GÉNÉRAL(E)

FONCTION:

Sous l'autorité du Conseil d'administration, le directeur général est responsable de l'administration de l'établissement. Il voit à l'élaboration et à l'application des programmes et des activités conformément aux politiques et directives du Conseil d'administration, le tout selon la loi et ses règlements.

EXIGENCES:

- Posséder, de préférence, un diplôme universitaire de 2e cycle en administration ou dans une discipline pertinente.
- Posséder un minimum de sept (7) ans d'expérience dans un poste de gestion supérieur.
- Une expérience appropriée du secteur de la santé et des services sociaux est considérée comme un atout.

RÉMUNÉRATION ET AVANTAGES SOCIAUX:

Selon les normes du ministère de la Santé et des Services sociaux. Classe salariale 25.

INSCRIPTION:

Veillez faire parvenir votre offre de service, accompagnée de votre curriculum vitae, avant le 20 février 1987 au:

Comité de sélection pour la nomination
du directeur général
HÔTEL-DIEU DE MONTRÉAL
3840, rue St-Urbain
MONTRÉAL, Qué.
H2W 1T8



GÉRANT DE TERRITOIRE (Machinisme agricole)

L'entreprise:

KVERNELAND INC., filiale québécoise du plus grand fabricant mondial de charmes ainsi que d'autres équipements connexes, est à la recherche d'un professionnel de la vente expérimenté dans le machinisme agricole, pour desservir sa clientèle de concessionnaires de l'Est du Québec.

Le poste:

Idealement domicilié dans la région de Québec, notre Gérant de territoire aura la responsabilité du suivi de la clientèle, bonification et développement du réseau de concessionnaires, et disposera d'un "appui marketing" des plus dynamiques dans l'industrie. Ce poste comportant de continus déplacements, une automobile est mise à la disposition de notre représentant, à cet effet.

Exigences:

- EXPÉRIENCE PERTINENTE de représentation en machinisme agricole;
- Sens de la responsabilité et de l'organisation efficace de son temps;
- Aptitudes marquées pour la communication et la stimulation d'autrui;
- Bilinguisme pratique souhaitable.

Rémunération:

Selon qualifications et expérience. Gamme d'avantages sociaux de premier ordre.

S.V.P. Faire parvenir votre C.V. en toute confiance à l'attention de:

Yvan Laliberté, P.D.G.
Kverneland Inc. 1200, Rocheleau
Drummondville (Québec)
J2C 5Y3



UN(E) INTERVENANT(E) CONDITION FÉMININE UN(E) INTERVENANT(E) JEUNESSE

Le CLSC de FERMONT est à la recherche pour son équipe psychosociale de deux intervenant(e)s à temps complet permanent qui oeuvreront soit auprès de l'une ou l'autre des clientèles énumérées ci-haut.

NATURE DE LA FONCTION:

Le (la) titulaire agira comme personne ressource soit à l'un ou l'autre des dossiers concernés auprès de l'équipe psychosociale. Il (elle) travaillera au sein d'une équipe multidisciplinaire. De plus, il (elle) offrira des services de thérapie individuelle et familiale. Il (elle) relèvera directement du coordonnateur des services psychosociaux.

EXIGENCES:

- Détenir un diplôme universitaire en sciences humaines ou l'équivalent. A défaut d'un diplôme universitaire toute expérience jugée pertinente sera considérée.
- Posséder une expérience clinique et communautaire auprès des populations visées.
- Capacité de travailler au sein d'une équipe multidisciplinaire en santé mentale (caractère préventif).
- Capacité de travailler en région éloignée.

RÉMUNÉRATION:

Selon les normes actuellement en vigueur pour les régions éloignées dans le réseau des Affaires sociales.

DATE LIMITE:

Pour les personnes intéressées, prière de faire parvenir votre curriculum vitae avant le 14 février 1987 à la:

Direction des services administratifs
CLSC DE FERMONT
Concours no 87-01
C.P. 550
Fermont, Qué.
G0G 1J0
Tél.: (418) 287-5461

Représentant des ventes, Produits pharmaceutiques

Roussel Canada Inc., un fabricant pharmaceutique de prestige, recherche les services d'un représentant des ventes pour promouvoir ses produits auprès des médecins, hôpitaux et pharmacies dans les régions de Québec, Côte-Nord et Lac-St-Jean.

Ambitieux, audacieux et plein d'initiative, vous détenez un B.Sc., comptez un minimum de deux années d'expérience de la vente de produits pharmaceutiques et vous désirez vous associer à une entreprise dynamique en pleine expansion.

Nous offrons un salaire en fonction de l'expérience, une automobile et un éventail complet d'avantages sociaux.

Servide du personnel
ROUSSEL CANADA INC.
4045, Côte Vertu
Montréal (Québec)
H4R 2E8

ROUSSEL

INFORMATIQUE REPRÉSENTANT(E)

Une entreprise jeune et dynamique œuvrant dans le domaine informatique est à la recherche d'un(e) représentant(e) pour la région de Québec et les environs.

- Exigences:**
- Posséder une automobile
 - Connaissances en informatique ou en comptabilité avec expérience dans la vente.
 - Être bilingue serait un atout.

Conditions:

- Salaire garanti plus commission.
- Toute demande sera traitée confidentiellement.

Faire parvenir curriculum vitae à:
ORDINATEK INC.
a/s M. Guy Larouche
6600, Trans-Canada, suite 140
Pointe-Claire
Québec H9R 4S2

REPRÉSENTANT(E) DES VENTES

Compagnie spécialisée dans la vente de produits chimiques sanitaires est à la recherche d'un(e) représentant(e) avec expérience. Honnête, dynamique et ambitieux(se).

- Conditions:**
- avantages sociaux
 - salaire intéressant
 - allocation automobile
- Confidentialité assurée.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae avant le 7 février 1987 au:

**Dépt 3615, Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Qué.
G1K 7J6**

LE RENFORT INC. recherche DIRECTEUR(Trice) GÉNÉRAL(E)

Le Renfort Inc. est un centre de réadaptation pour personnes vivant avec un handicap intellectuel qui dessert 180 clients en internat et environ 150 en externat.

NATURE DE LA FONCTION:

Sous l'autorité du Conseil d'administration, le (la) directeur(trice) général(e) du Renfort Inc. planifie, coordonne et contrôle les activités de l'établissement dans le but d'assurer aux bénéficiaires des services de qualité répondant à leurs besoins.

EXIGENCES:

- Diplôme universitaire de 1er ou 2e cycle en sciences administratives.
- Six (6) ans d'expérience dont au moins 3 comme cadre supérieur.
- Un intérêt marqué pour la cause des personnes vivant avec un handicap intellectuel.
- Grande capacité de composer avec des situations complexes.
- Un fort leadership.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon les normes du ministère de la Santé et des Services sociaux (classe 20).

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent faire parvenir leur curriculum vitae avant le lundi 9 février 1987 à 17h00 à:

**M. Jean-Claude Beaudoin
Président**

LE RENFORT INC.
53, Place Le Renfort
Saint-Luc, Québec
J0J 2A0

AGENT(E)S EXTERIEUR(E)S

recherché(e)s pour les voyages avec bonne clientèle. Commission intéressante.

Envoyez les détails suivants: nom, adresse, téléphone, volume de vente par année et expérience.

**Dépt 3612, Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Qué. G1K 7J6**
Discrétion absolue

CONTRÔLEUR VOYAGES PARADIS INC.

est à la recherche d'une personne pouvant prendre la responsabilité du département de la comptabilité.

La personne devra posséder une très bonne connaissance de la comptabilité (système informatique), être capable de prendre charge du personnel du service comptable et pouvoir communiquer facilement avec le personnel des ventes.

Cette personne travaillera en étroite collaboration avec la direction.

Conditions de travail à discuter.

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

**Audet et Associés
a/s Voyages Paradis
1280, LeSieur, Charlesbourg
G2L 1B1**

CUISINIER(ÈRE)

5 années d'expérience minimum dans cuisine institutionnelle.

Minutieux(euse) et dynamique.

Travail 40 heures par semaine.

Salaire selon compétence.

Sur rendez-vous seulement à
623-7773

VENTES RÉGIONALES

Une compagnie inscrite à la Bourse de New York recherche, pour une de ses divisions en plein essor, un représentant des ventes qualifié.

Le candidat idéal doit posséder une formation technique et une expérience d'au moins un an ou deux dans la vente directe. Une expérience dans la vente auprès de services d'incendie municipaux est un atout. Le titulaire sera chargé des ventes régionales au Québec et dans les Maritimes. Il doit être disposé à voyager au moins 75% du temps.

Un diplôme universitaire de 1er cycle est fortement souhaitable.

Le candidat doit être bilingue.

Envoyez votre curriculum vitae au:
SERVICE CONFIDENTIEL NAS
417, rue St-Pierre, bureau 700
Montréal (Québec) H2Y 2M4
Chances égales d'emploi pour tous.



**VILLE DE
CAP-ROUGE**

OFFRE D'EMPLOI

RESPONSABLE DE LA BIBLIOTHÈQUE

SOMMAIRE DES FONCTIONS:

Sous l'autorité immédiate de la Directrice adjointe du service des Loisirs, le (la) titulaire de ce poste aide à la planification et à l'organisation de l'ouverture de la bibliothèque des jeunes, planifie, organise, coordonne et supervise les activités de la bibliothèque. Dirige le personnel. Administre le budget. Voit à l'animation. Participe à l'élaboration des politiques et objectifs du service des Loisirs.

QUALIFICATIONS ET EXIGENCES:

- Être détenteur d'un diplôme d'études collégiales en techniques de documentation.
- Posséder au moins 3 ans d'expérience pertinente.
- Toute combinaison de formation et d'expérience jugée équivalente sera considérée.

TRAITEMENT:

Selon la politique de gestion des conditions de travail du personnel d'encadrement.

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard le lundi 16 février 1987, 17h, en indiquant sur l'envoi le titre du poste et en l'adressant comme suit:

**Bureau du personnel
Ville de Cap-Rouge
4473, rue Saint-Félix
Cap-Rouge (Québec)
G1Y 3A6**

SUPERVISEUR

Une importante entreprise faisant partie du domaine de la restauration, recherche un gestionnaire de fort calibre pour superviser les activités d'un certain nombre d'établissements de la chaîne.

Vos expériences antérieures de travail se situent de préférence, mais non obligatoirement, dans le domaine de l'alimentation ou de la restauration. Pendant un minimum de cinq (5) années vous y avez développé des habiletés supérieures à diriger du personnel et le souci de respecter des normes et standards de fonctionnement et de qualité.

Votre formation de niveau collégial est spécialisée en administration ou dans une domaine relié à la gestion hôtelière. Démontrant une disponibilité et une grande flexibilité en ce qui a trait aux heures de travail, vous êtes en mesure de structurer vos activités de façon autonome.

Si cette occasion vous intéresse, n'hésitez pas à faire parvenir votre curriculum vitae à monsieur Claude Laliberté, MULTI-RESSOURCES, 3350, de la Péraie, bureau 200, Sainte-Foy (Québec) G1X 2L7.



**SERVICE AUX ENTREPRISES
MULTI-RESSOURCES**

Carrière dans les ventes Soins de la santé

La Division Ames des Laboratoires Miles Ltée, chef de file dans le domaine des analyses biochimiques à l'intention du diabétique, est à la recherche d'un représentant pour Québec et ses environs et le nord du Nouveau-Brunswick. La personne que nous recherchons est dynamique et possède une expérience de la vente, préférentiellement de produits pharmaceutiques ou diagnostiques.

Le travail consiste à promouvoir la gamme variée des produits diabétologiques et diagnostiques auprès des médecins, centres hospitaliers, associations du diabète et pharmaciens. Le candidat recherche possède une bonne formation dans le domaine des sciences et, de préférence, peut s'exprimer en français et en anglais.

Si vous croyez posséder la formation et les aptitudes nécessaires, veuillez nous faire parvenir votre curriculum vitae. Toute demande sera gardée confidentielle à:

**Robert Desforges
Regional Sales Manager
a/s Dépt 3723, Le Soleil, 390, St-Vallier est
Québec G1K 7J6**



SECRÉTAIRE JURIDIQUE

Bureau d'avocats
Expérience en droit commercial et corporatif. Connaissance sténographie et traitement de textes IBM
Demander: Denise Beaulieu
687-3233

PHARMACIEN(NE)

demandé(e)
Possibilité d'association. Nouveau local. Région Lac-St-Jean. Capital assuré.
Les personnes intéressées sont priées de communiquer avec:
**Michel Saulnier
(514) 327-1212**

LENNOX CANADA LTÉE

REPRÉSENTANT

Nous sommes à la recherche d'un jeune ingénieur ou d'un technicien expérimenté en chauffage et climatisation.

Le territoire à couvrir est la ville de Québec et les environs.

Faire parvenir votre résumé au soin de:

LENNOX INDUSTRIES CANADA LTÉE

**3540, Poirier
Saint-Laurent H4R 2J5**
A l'attention: M. Jean Beaudet

URGENT

- Besoin d'agents d'assurance licenciés (vie ou accident-maladie)
- Nouveau concept de plan de protection
- Aucun intermédiaire
- Revenu illimité
- PROSPECTS FOURNIS

Contactez la Compagnie d'Assurance Glacier National Life
au numéro (418) 651-2358

CONTREMAÎTRE D'USINE

Entreprise de la banquette de Québec spécialisée dans la fabrication sur commande de produits divers et d'architecture en aluminium, acier inoxydable et bronze, recherche un contremaître d'usine.

La fonction:

- Planifier et superviser le travail d'un groupe de 25 à 30 employé(e)s.
- Identifier et coordonner les approvisionnements de matériaux.
- Former les employé(e)s dans des travaux de coupage, pliage, soudure, polissage et assemblage.

Les exigences:

- Formation de métier et expérience sur différents équipements de production.
- Expérience minimale de 2 ans en supervision de personnel d'usine.
- Lecture de plans et contrôle de qualité.

Salaire et conditions selon compétence et expérience.
Faire parvenir curriculum vitae avant le 13 février 1987 au:
**Dépt 3614, Le Soleil
390, St-Vallier est
Québec, Qué.
G1K 7J6**

**Les Placements
Qualico Ltée**



Une maison de courtage en valeurs mobilières d'envergure nationale recherche des

REPRÉSENTANT(E)S

Description de la tâche:

Faire la promotion de plans d'épargne collective (fonds mutuels) et d'investissement immobilier.

Qualifications:

Détenir un permis de courtier en valeurs mobilières et posséder un minimum de 5 ans d'expérience dans le domaine de la vente.

Possibilité de revenu illimité, basé sur la performance.

Postez votre curriculum vitae à:

**M. Yves Bourget
Les Placements Qualico Ltée
401, Grande-Allée est, Québec
Qué., G1R 2J5**

Seules les demandes par écrit avec curriculum vitae seront retenues.

DESSINATEUR

Une entreprise manufacturière de la métallurgie spécialiste en acier inoxydable et conception mécanique recherche une personne pour diriger la salle de dessins.

Le candidat recherché devra posséder un DEC en fabrication et conception mécanique. Avoir un minimum de cinq années d'expérience dans un poste similaire et être bilingue de préférence.

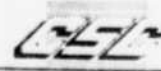
Le candidat devra également se distinguer par son habileté à diriger une équipe de travail, à prendre des décisions et devra faire preuve d'un sens peu commun de la planification et de l'organisation.

Les avantages:

- se joindre à une entreprise en pleine croissance et travailler au sein d'une équipe dynamique.
- programme d'avantages sociaux.
- rémunération selon compétence et expérience.

Faire parvenir votre curriculum vitae qui sera traité de façon confidentielle avant le 16 février 1987 à:

**G.E. Leblanc Inc.
C.P. 580
5, rue du Pont Morrisette
St-Anselme, cté Dorchester
G0R 2N0**



COMMISSION SCOLAIRE DE CHARLESBOURG

FORMATEUR

DU CENTRE DE FORMATION ROUTIÈRE

La Commission scolaire de Charlesbourg désire se constituer une banque de formateurs affectés au Centre de formation routière du Service de l'éducation aux adultes qui dispense des cours de conduite de véhicules lourds ainsi que des cours de conduite d'autobus scolaire.

FONCTION:

Le formateur aura à dispenser des cours théoriques et pratiques en conduite de véhicules lourds au Centre de formation routière et éventuellement à l'extérieur du territoire.

QUALIFICATIONS REQUISES:

Diplôme de Sec. V ou l'équivalent. Expérience minimum de cinq (5) ans en conduite de véhicules lourds en circuit longue distance ou forestière.

TRAITEMENT:

26,30\$/heure (en voie de révision)

Les personnes intéressées sont priées de faire parvenir leur offre de service avant le 13 février 1987 au:

**SERVICE DU PERSONNEL
Commission scolaire de Charlesbourg
7260, boulevard Cloutier
Charlesbourg, Qc
G1H 3E8**



**Tôle Gauffrée
de Québec INC.**

49, Marie-de-l'Incarnation
Québec, Qué. G1K 7Z8



**National Mobile
Radio Communications**

une compagnie Bell Canada

PROFESSIONNELS DE LA VENTE

Nous vous offrons de faire carrière dans un domaine en pleine évolution.

Vous aurez l'occasion de participer et de contribuer à notre croissance en tant qu'intégrateur de Systèmes Radio Communications et de Systèmes informatisés de Radio Communications.

Postes:

- (4) Représentant(e)s
- (1) Assistant(e)-Directeur de Projet

Postes disponibles à Québec et Montréal

Exigences:

- Scolarité de niveau postsecondaire, collégial, universitaire et/ou formation technique en électronique/informatique
- Expérience de 3 à 5 ans dans la vente en milieu industriel et/ou institutionnel
- Expérience en radio-communications sera privilégiée.

Rémunération:

- Selon expérience et qualifications
- Dépenses de voiture
- Avantages sociaux complets

Veuillez faire parvenir votre curriculum vitae, d'ici le 6 février '87, sous pli confidentiel, à:

**M. Claude Hermann
Directeur régional des ventes
NATIONAL MOBILE RADIO COMMUNICATIONS INC.
7405, route Transcanadienne, bureau 300
Montréal, Québec
H4T 1Z2**



VÉRIFICATEUR INTERNE

2e publication

La Ville de Québec est à la recherche d'une personne qualifiée pour assumer la direction de la vérification interne.

FONCTIONS

Relevant du Conseil municipal, la personne titulaire de ce poste planifie, organise, dirige et contrôle les activités du Bureau du vérificateur. Elle est responsable de vérifier la fiabilité des comptes et états financiers de la Ville et d'assurer l'efficacité des systèmes de contrôle internes existants à l'intérieur des différents services et organismes municipaux. À cette fin, elle doit développer et appliquer les procédés administratifs, comptables et statistiques requis et préparer les rapports courants, annuels et spéciaux à l'intention du Conseil municipal ou du Comité exécutif.

QUALIFICATIONS

Détenant un diplôme universitaire de 1er ou de 2e cycle en administration et membre de l'Ordre des c.a. du Québec, la personne recherchée possède une expérience approfondie des méthodes avancées de vérification comptable et informatique. De plus, elle connaît bien les techniques modernes de contrôle administratif et les échantillonnages statistiques et elle présente les qualités de gestionnaire et de leader.

La préférence à l'emploi sera accordée aux personnes ayant œuvré dans le domaine de la vérification professionnelle et dans celui de la planification ou du contrôle budgétaire dans la grande entreprise ou dans un organisme gouvernemental important.

TRAITEMENT

De 53 657\$ à 60 049\$, selon les qualifications.

INSCRIPTION

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae au plus tard, le vendredi 13 février 1987, à 17h00 à:

**MALLETTE, MAJOR, MARTIN
990, de Bourgogne
C.P. 10525
SAINT-FOY (Québec) G1V 4H5**

Woolco

**RABAIS FANTASTIQUES POUR VOTRE FAMILLE,
VOTRE FOYER ET POUR VOUS-MÊME**

**CES PRIX SONT EN VIGUEUR
POUR UNE JOURNÉE SEULEMENT.**

**Nous nous réservons le droit
de limiter les quantités.**

LUNDI

C'EST

LE JOUR 144

Dames-adolescents-enfants

CULOTTES BIKINIS pour dames	2 pour	1.44
CULOTTES pour dames, p.m.g. lg.	chac.	1.44
CULOTTES pour filles 4 à 6x	2 pour	1.44
CULOTTES pour filles 7 à 14	2 pour	1.44
CULOTTES pour fillettes 2 à 3x	2 pour	1.44
ASSORTIMENT DE JOUETS pour bébés	chac.	1.44
SOUS-VÊTEMENTS POUR GARÇONS 2 à 3x	chac.	1.44
CULOTTES DE PLASTIQUE pour bébés	paquet 5	1.44

Bas pour la famille

BAS-CULOTTES une seule grandeur	2 pour	1.44
BAS SPORT pour dames et filles, 8-9 1/2, 9-11	chac.	1.44
BAS POUR BÉBÉS	2 pour	1.44
BAS pour hommes et garçons, 8-10, 10-12	la paire	1.44
BAS AUX GENOUX pour dames	paquet 4	1.44

Artisanat-couture

VASTE CHOIX DE BALLES DE LAINE	chac.	1.44
ASSORTIMENT DE NAPPERONS	chac.	1.44
ASSORTIMENT DE TISSUS pour rideaux, finette	le mètre	1.44
COUPONS de tissus variés, 90 cm à 115 cm de largeur	chac.	1.44
CISEAUX en acier inoxydable avec manche en plastique	chac.	1.44

LAINE BRANDIE

BOURRE DE POLYESTER 150 cm de largeur	2 pour	1.44
CHOIX DE FINETTE	mètre	1.44
ASSORTIMENT DE TISSUS D'HIVER	mètre	1.44

Horticulture animalerie

POT À FLEURS choix de couleurs	chac.	1.44
TERREAU POUR PLANTES d'intérieur 17.5 litres	chac.	1.44
VAPORISATEUR POUR PLANTES	chac.	1.44
PANIER SUSPENDU 10 pouces	chac.	1.44
LITIÈRE POUR CHAT 4.5 kg	chac.	1.44
JARDINIÈRE SUSPENDUE 4 1/2 pouces	chac.	1.44
CLOU MIRACLE pour plantes	chac.	1.44

Friandises

POPCORN en boîte de 12	chac.	1.44
PIZZA GARNIE 9 pouces	chac.	1.44
CONFITURE pot de 750 ml fraise, framboise ou marmelade	chac.	1.44
HUILE PRIMO 1 litre	chac.	1.44
SOUPE À L'OIGNON en sachet	4 pour	1.44
SOUPE POULET ET NOUILLES en sachet	6 pour	1.44
BISCUIT CHOCOLAT, VANILLE OU DUPLEX 550 g	chac.	1.44

Aliments prêts à emporter

BARRES DE CHOCOLAT AU CHOCOLAT brisées	paquet 400 g	1.44
MINI-BISCUIT AU CHOCOLAT 908 g	chac.	1.44
COEUR EN CHOCOLAT 75 g	chac.	1.44
COEUR EN CHOCOLAT en boîte de 2	chac.	1.44
BEIGNES AU MIEL	boîte	1.44
SOUS-MARIN 9 pouces	2 pour	1.44
CREVETTES boîte de 4 onces	boîte	1.44
BOÎTE DE RÉGLISSES assorties 400 g	boîte	1.44
BISCUIT DARE Social the 350 g	chac.	1.44

Articles ménagers

POUDRE À TAPIS Woolcrest, 400 g	chac.	1.44
LAVETTES À VAISSELLE	2 pour	1.44
RÉCURANT OLD DUTCH 600 g	2 pour	1.44
NETTOYEUR pour toilette Woolcrest, 350 ml	2 pour	1.44
ASSOULISSEUR SWEETHART 3.6 litres	chac.	1.44
CINTRES POUR VÊTEMENTS paquet de 3	2 pour	1.44
HUILE À FONDUE	2 pour	1.44
TAMPON À RECUPERER téla-min, paquet 4	2 pour	1.44

Offre vedette du jour 1.44

SAVON À LAVE-VAISSELLE Cascade, 300 g	2/1.44
TASSE À CAFÉ	2 pour 1.44
ENCADREMENT 5X7 avec vitre	chac. 1.44
FILTRE À CAFETIÈRE style panier	chac. 1.44

Produits Santé-Beauté

CRÈME À BARBE Brut 33 300 ml	chac.	1.44
MOUSSE pour cheveux Jheri 225 g	chac.	1.44
BROSSE À DENTS Merit, paquet 4	paquet	1.44
GANT DE MÉNAGE Sabre	2 pour	1.44
M. RASOIR paquet de 4	3 pour	1.44
DENTIFRICE CLOSE-UP 50 ml plus 50 ml	2 pour	1.44
PAPIER-MOCHOIR Merit pqt 8	2 pour	1.44
SHAMPOOING ALBERTO VOS 350 ml	chac.	1.44
DÉBARBOUILLETES HUMIDES Merit boîte 70	chac.	1.44
LABELLO pour les lèvres	2 pour	1.44

Pour l'auto

LAVE-VITRE -35 4 litres	chac.	1.44
-------------------------	-------	------

ANTIGEL

pour conduit d'essence 150 ml	5 pour	1.44
HUILE À MOTEUR Valvoline 10W30, 1 litre	chac.	1.44

Le coin du fumeur

BRIQUETS JETABLES différentes couleurs	2 pour	1.44
FUME-CIGARETTE jetable, pqt 10	chac.	1.44
ÉTUI À CIGARETTES	2 pour	1.44

Pour le coin du fumeur non disponible aux Galeries Ste-Anne

Chaussures

PANTOUFLES genre mules pour dames, P.M.G.	la paire	1.44
---	----------	------

Literie

LINGE À VAISSELLE paquet 2	chac.	1.44
----------------------------	-------	------

Papeterie

PAPIER ALUMINIUM 12 po x 50 pi	chac.	1.44
PROTÈGE-BRÛLEUR grand ou petit	2 pqt	1.44
RUBAN ADHÉSIF	3 pour	1.44
MOULE À GÂTEAU en papier	4 boîtes	1.44
ASSORTIMENT D'ARTICLES UTILITAIRES pour étudiants	2 pour	1.44

Sports-jouets-bijoux

BAS ADIDAS	chac.	1.44
BALLONS À SOUFFLER 1/4 lb	chac.	1.44

AUTOS MINIATURES

JEUX D'ACTIVITÉ	chac.	1.44
COLLIER DE DIF. FERENTES COULEURS ET LONGUEURS	chac.	1.44

Caméras

AGRANDISSEMENT 5X7	chac.	1.44
CASSETTES VIERGES audio 60 m. TDK	chac.	1.44

Quincaillerie

LUMIÈRES DÉCORATIVES paquet 2	chac.	1.44
ROULEAUX À PEINTURE 9 1/2" paquet 2	chac.	1.44
REVÊTEMENT pour armoires Tye-tac	chac.	1.44
BATTERIES Rocket, paquet de 4, formats AA, C, D, et 2 formats 9 volts	chac.	1.44
RUBAN À MASQUER paquet 2	chac.	1.44
BORDURE DÉCORATIVE pour tablettes d'armoire	chac.	1.44

Vêtements pour hommes et garçons

BAS POUR GARÇONS	chac.	1.44
BAS SPORT pour hommes, 10-12, choix de couleurs	la paire	1.44
BAS DE TRAVAIL pour hommes, grandeur 11 1/2	la paire	1.44
SOUS-VÊTEMENTS, CAMISOLE pour hommes, polyester-coton, P.M.G.XG.	chac.	1.44
SOUS-VÊTEMENTS, CAMISOLE pour garçons, P.M.G.	chac.	1.44

Achats spéciaux de 2.44 à 12.44

TUBES À CIGARETTES Tubes à cigarettes Woolco en boîte de 200	5 pour	4.44
PANTOUFLES genre mules pour dames choix couleurs	la paire	2.44
BAS POUR HOMMES en paquet de 3 prix courant 4.99	chac.	3.44
BOÎTE DE CHOCOLAT Barons, 400 g	chac.	3.44
DÉSODORISANT WIZARD solide 170 g	3 pour	2.44
DÉSODORISANT MERIT 170 g solide	3 pour	2.44
PASTRAMI	la livre	3.44
ANTIGEL pour radiateur Quaker State 4 litres	chac.	7.44
SOUS-VÊTEMENTS ET CAMISOLE en paquet de 2, P.M.G.XG.	chac.	3.44
PANTOUFLES pour dames, lavables, P.M.G. Choix de couleurs	chac.	4.44
DÉSODORISANT pour tapis Cow-Brand 700 g	2 pour	3.44
COUSSIN prix courant 5.96	chac.	4.44
COLLANT POUR ENFANTS grandeur 1 à 12	chac.	2.44
ASSORTIMENT de chandails à manches longues pour garçons	chac.	3.44
JEUX DE CARTES	3 pour	2.44
CASSETTE VIDEO Brentwood	chac.	5.44
AMPOULES SYLVANIA en paquet de 2	3 pour	2.44
VADROUILLE 12 onces	chac.	2.44
BALAI MAGNÉTIQUE	2 pour	3.44
ASSORTIMENT D'OUTILS D'IMPORTATION	chac.	3.44
PLANTE TROPICALE en panier suspendu 6 po	chac.	5.44
SERVETTES MINI DE MARQUE MERIT boîte de 30	chac.	2.44
CATALOGNE au mètre prix courant 4.49	le mètre	3.44
SERVETTES pour le bain	chac.	3.44
BOURSE pour dames prix courant 6.66	chac.	2.44
PANTALON POUR DAMES prix courant 18.00	chac.	12.44
ENSEMBLE DE JOGGING pour dames, prix courant 15.88	chac.	11.44
ENSEMBLE DE JOGGING pour enfants de 4 à 6x, prix courant 12.00	chac.	9.44
ENSEMBLE DE JOGGING pour enfants de 7 à 14, prix courant 15.00	chac.	11.44
CHANDAIL EN COTON QUATRE pour dames, prix courant 9.99	chac.	7.44
WILLO-PACK boîte de chocolat 200 g Neilson	2 pour	2.44
MARGARINE MOLLE contenant de 2 lb	2 pour	2.44
ALBUM DE PHOTOS 80 pages	chac.	9.44
PAPIER CONSTRUCTION 18" x 24"	le paquet	4.44
COEUR EN CHOCOLAT pour la St-Valentin 150 g	chac.	4.44
COEUR EN CHOCOLAT de Ferrero Rocher	chac.	3.44

Menu du Café Rouge



SANDWICH CHAUD AU BOEUF HACHÉ

2.44

JAMBON CUIT

lb 2.64

EAU DE JAVEL Lavo 3.6 litres

chac. .94

GÂTEAUX CHOIX DE SAVEURS

boîte 1.84

SCOTT PLUS pqt 2 rouleaux géants

chac. 1.84

PAPIER TOILETTE de marque Cottonelle paquet 8 rouleaux

chac. 2.84

DÉTERGENT SWEETHART 680 ml paquet 2

chac. 1.64

PAPIERS-MOCHOIRS KLEENEX Boîte de 100

3/1.74

YUM YUM croustilles 200 g

chac. .84

ASSORTIMENT de chandails pour dames P.M.G.

chac. 7.94

PÂTES ALIMENTAIRES de marque Primo, 900 g. spaghetti, spaghettini, macaroni

chac. .94

Le Jour 144, une combinaison gagnante depuis plus de 20 ans!

Woolco

5401, boul. des Galeries
Québec, Québec
Les galeries de la capitale

lundi-mardi-mercredi
9h à 17h30
jeudi-vendredi
9h à 21h
samedi
9h à 17h



2960, boul. Ste-Anne
Giffard, Québec
LES GALERIES STE-ANNE

lundi-mardi-mercredi
9h à 17h30
jeudi-vendredi
9h à 21h
samedi
9h à 17h



20 est, ch. Trans-Canada
Lévis, Québec
Les Galeries Chagnon

lundi-mardi-mercredi
9h à 17h30
jeudi-vendredi
9h à 21h
samedi
9h à 17h